



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DE POLITIQUE
MONETAIRE**

PREMIER TRIMESTRE 2024

MAI 2024

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	6
1.1. Croissance du PIB mondial	6
1.2. Prix des matières premières et inflation.....	8
1.3. Politique monétaire dans les pays développés	9
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA-5.....	10
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	13
2.1. Production.....	13
2.2. Secteur extérieur	14
2.2.1. Commerce extérieur	14
2.2.2. Balance des paiements	16
2.3. Finances et dette publiques	19
2.3.1. Finances publiques.....	19
2.3.2. Dette publique	20
2.4. Secteur monétaire	21
2.4.1. Politique monétaire	21
2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêts	21
2.4.3. Base monétaire	24
2.4.4. Masse monétaire et contreparties.....	25
2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	27
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	28
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	28
2.5.2. Stabilité Financière.....	29
2.6. Evolution de l'inflation et perspectives	32
2.6.1. Evolutions récentes	32
2.6.2. Perspectives sur l'inflation	33
MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE	34

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
FOMC	: <i>Federal Open Market Committee</i>
INSBU	: Institut National des Statistiques du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mrds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MID	: Marché Interbancaire des Devises
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNP	: Prêts Non Performants
RDC	: République Démocratique du Congo
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Les perspectives de la croissance mondiale sont optimistes dans les grandes économies. En glissement trimestriel, la Chine, la Zone euro et les États-Unis devraient connaître une croissance modérée.

L'inflation continue à baisser dans l'ensemble des pays de l'OCDE au premier trimestre 2024, suite notamment à la faiblesse de la demande mondiale, à la diminution des tensions sur les prix internationaux des matières premières et à la politique monétaire restrictive menée par les banques centrales pour lutter contre l'inflation.

Selon les projections du FMI d'avril 2024, la croissance mondiale, estimée à 3,2% en 2023, devrait se stabiliser à ce même niveau en 2024 et 2025. Cette croissance resterait lente en raison principalement de la hausse des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation, du retrait de l'appui budgétaire qui pèse sur l'activité économique dans un contexte de fort endettement et de faible croissance de la productivité.

La croissance économique de la CEA-5 devrait passer de 5,3% en 2023 à 5,4% en 2024 et s'accélérerait à 5,9% en 2025, un niveau supérieur à celui de la moyenne de toute l'Afrique subsaharienne (3,8 contre 3,4% en 2023). Mais ces perspectives pourraient être entravées par des facteurs de vulnérabilité, notamment la persistance de la pénurie de financement, la faible mobilisation des recettes publiques intérieures et les coûts élevés d'emprunt.

Au niveau national, la production du thé sec a baissé par rapport à la même période de l'année précédente, se situant à 3.296,0 contre 3.328,5 tonnes; suite à la disponibilité tardive des fertilisants. De même, la production du café vert cumulée à fin mars 2024 de la campagne¹ 2023-2024 a baissé, s'établissant à 8.337 contre 17.539 tonnes enregistrée à la même période de l'année 2023, en liaison avec la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle a légèrement augmenté de 0,4% au premier trimestre 2024, en glissement annuel; suite principalement à l'accroissement de la production des industries alimentaires notamment les boissons de la BRARUDI (+3,6%) et les cigarettes (+6,0%). Par contre, la production des industries chimiques a diminué (-25,6%).

Les prévisions du cadrage macroéconomique montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer en 2024 (4,2 contre 2,8% en 2023), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (4,3 contre 1,5%), secondaire (5,8 contre 4,7%) et tertiaire (3,5 contre 2,7%).

¹ La campagne café commence à partir du premier avril pour se clôturer au 31 mars de l'année suivante.

La balance des paiements du premier trimestre 2024 fait ressortir une dégradation du déficit du compte des transactions courantes (375.861,8 contre 299.633,6 MBIF), due à une forte détérioration du déficit du compte des biens et des services.

Le solde budgétaire a dégagé un excédent de 22.298,5 MBIF contre un déficit budgétaire de 128.067,7 MBIF au premier trimestre 2023. Cette amélioration est en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes (31,6%) que celle des dépenses (19,3%).

La dette publique totale s'est accrue de 14,4%, en glissement annuel, s'établissant à 6.266,2 contre 5.477,4 Mrds de BIF à fin mars 2023, suite à l'accroissement de la dette intérieure (6,6%) et de la dette extérieure (38,7%). Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 45,7 contre 54,3% à la même période de l'année précédente. Elle est dans la limite maximale (50% du PIB) des critères de convergence macroéconomique de la CEA.

La base monétaire et la masse monétaire M3 n'ont presque pas varié à fin mars 2024 par rapport à fin décembre 2023, atteignant 1.418,6 et 5.216,3 Mrds de BIF respectivement. Néanmoins, en glissement annuel, la base monétaire s'est accrue de 39,2%, sous l'effet de l'accroissement des créances nettes sur l'administration centrale (16,7%) et des autres créances (83,8%). De même, la masse monétaire a augmenté en glissement annuel (16,3%) en raison de l'accroissement des créances sur l'économie (31,8%) et créances nettes sur l'Etat (8,2%).

Les réserves officielles de change se sont améliorées d'un trimestre à l'autre (147,4 contre 95,0 MUSD), bien qu'elles aient baissé par rapport à leur niveau de l'année précédente (160,3 MUSD). Ces réserves de change couvraient 1,3 mois d'importations de biens et services à la fin du premier trimestre de 2024 contre 0,8 mois à fin du quatrième trimestre 2023 et 1,4 mois à fin mars 2023, la norme fixée dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA étant de 4,5 mois d'importations de biens et services.

Le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 24,4% en glissement annuel et de 3,4% en glissement trimestriel, entraîné principalement par la hausse des crédits à l'économie (30,9%) au niveau de l'actif et par l'accroissement des dépôts de la clientèle (16,8%) au niveau du passif. Toutefois, le ratio de solvabilité a enregistré une évolution à la baisse sur une base annuelle.

L'inflation a diminué au premier trimestre 2024, s'établissant à 16,5%, en moyenne trimestrielle, contre 22,3% au trimestre précédent et 29,7% au même trimestre de l'année passée.

Les prévisions d'inflation montrent que l'inflation globale continuerait à baisser, passant de 16,5%, en moyenne, au 1^{er} trimestre 2024 à 12,2% au 2^{ème} trimestre 2024, et se rapprocherait de l'objectif d'inflation de 8% d'ici le deuxième trimestre 2025.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Au premier trimestre 2024, les perspectives de la croissance mondiale sont optimistes dans les grandes économies. En glissement trimestriel, la Chine, la Zone euro et les États-Unis devraient connaître une croissance modérée.

Aux États-Unis, la croissance a été plus forte que prévue au premier trimestre 2024, tirée par les dépenses de consommation. Cependant, cette croissance est faible par rapport à celle du trimestre précédent (2,0 contre 3,4%).

Au premier trimestre, la Zone euro est sortie de la récession enregistrée dans les 2 précédents trimestres, le taux de croissance s'est établi à 0,8% contre -0,2% au quatrième et troisième trimestre de l'année 2023.

L'économie japonaise devrait connaître une accélération de la croissance en glissement trimestriel, qui passerait de 0,4% au quatrième trimestre 2023 à 1,2% au premier trimestre 2024.

L'économie chinoise a connu une croissance de 9,4% contre 4,7% au quatrième trimestre 2023, une augmentation nettement supérieure aux attentes qui s'expliquerait par des facteurs temporaires associés principalement aux célébrations de l'année lunaire.

Tableau 1 : Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement annuel			Glissement trimestriel		
	T3-2023	T4-2023	T1-2024	T3-2023	T4-2023	T1-2024
États-Unis	2,9	3,1	3,1	4,9	3,4	2,0
Japon	1,6	1,3	0,6	-3,2	0,4	1,2
Royaume uni	0,2	-0,2	-0,1	-0,5	-1,2	1,5
Zone euro	0,6	0,6	0,2	-0,2	-0,2	0,8
Chine	6,5	4,9	5,3	2,5	4,7	9,4
Inde	7,6	7,7	7,6	8,6	6,0	5,0
Afrique du Sud	-0,3	0,9	0,9	-0,7	0,2	1,2

Source: Global Projection Model Network, April 2024

Selon les projections² du FMI, la croissance mondiale estimée à 3,2% en 2023, devrait se stabiliser à ce même niveau en 2024 et 2025. Cette croissance resterait lente en raison principalement de la hausse des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation, du retrait de l'appui budgétaire qui pèse sur l'activité économique dans un contexte de fort endettement et de faible croissance de la productivité. D'autres facteurs sont le conflit Russo-Ukrainien, le conflit Israélo-palestinien, les effets à long terme de la COVID-19 et la fragmentation géoéconomique plus marquée.

La croissance du commerce mondial devrait s'accélérer, passant de 0,9% en 2023 à 3,3% en 2024 et à 3,6% en 2025, soit des taux inférieurs à la moyenne historique de 4,9%. Toutefois, plusieurs risques pour la croissance du commerce mondiale restent plausibles et pourraient provoquer de nouveaux chocs sur l'offre, notamment le conflit Israélo-palestinien, la poursuite des attaques en mer Rouge, ainsi que la persistance de la guerre en Ukraine.

Tableau 2 : Croissance économique mondiale (en %)

	2020	2021	2022	2023	2024(P)	2025(P)
PIB mondial	-3,1	6,3	3,5	3,2	3,2	3,2
Pays avancés	-4,5	5,4	2,6	1,6	1,7	1,8
États-Unis	-3,4	5,9	2,1	2,5	2,7	1,9
Zone euro	-6,4	5,3	3,3	0,4	0,8	1,5
Japon	-4,5	2,2	1,0	1,9	0,9	1,0
Pays émergents et pays en développer	-2,0	6,8	4,1	4,3	4,2	4,2
Chine	2,2	8,4	3,0	5,2	4,6	4,1
Inde	-6,6	9,1	7,2	7,8	6,8	6,5
Afrique subsaharienne	-1,7	4,7	4,0	3,4	3,8	4,0
<i>Nigeria</i>	-1,8	3,6	3,3	2,9	3,3	3,0
<i>Afrique du Sud</i>	-6,4	4,7	1,9	0,6	0,9	1,2
Volume du commerce mondial	-7,9	10,7	5,1	0,9	3,3	3,6

Source : Fonds Monétaire International, *Perspectives Économiques Mondiales*, avril 2024

La croissance du PIB des États-Unis d'Amérique passerait de 2,5% en 2023 à 2,7% en 2024 et ralentirait à 1,9% en 2025, en raison principalement du resserrement de la politique monétaire. Dans la Zone euro, la croissance passerait de 0,4% en 2023 à 0,8% en 2024 et à 1,5% en 2025. Cette reprise serait tirée par une plus forte consommation des ménages, résultant de l'atténuation des effets du choc sur les prix de l'énergie et de la baisse de l'inflation.

² *Perspectives économiques mondiales du FMI d'avril 2024*

L'économie chinoise continue de pâtir d'un fléchissement persistant de son secteur immobilier et de la baisse de la demande. La croissance du PIB chinois devrait ralentir, passant de 5,2% en 2023 à 4,6% en 2024 et 4,1% en 2025.

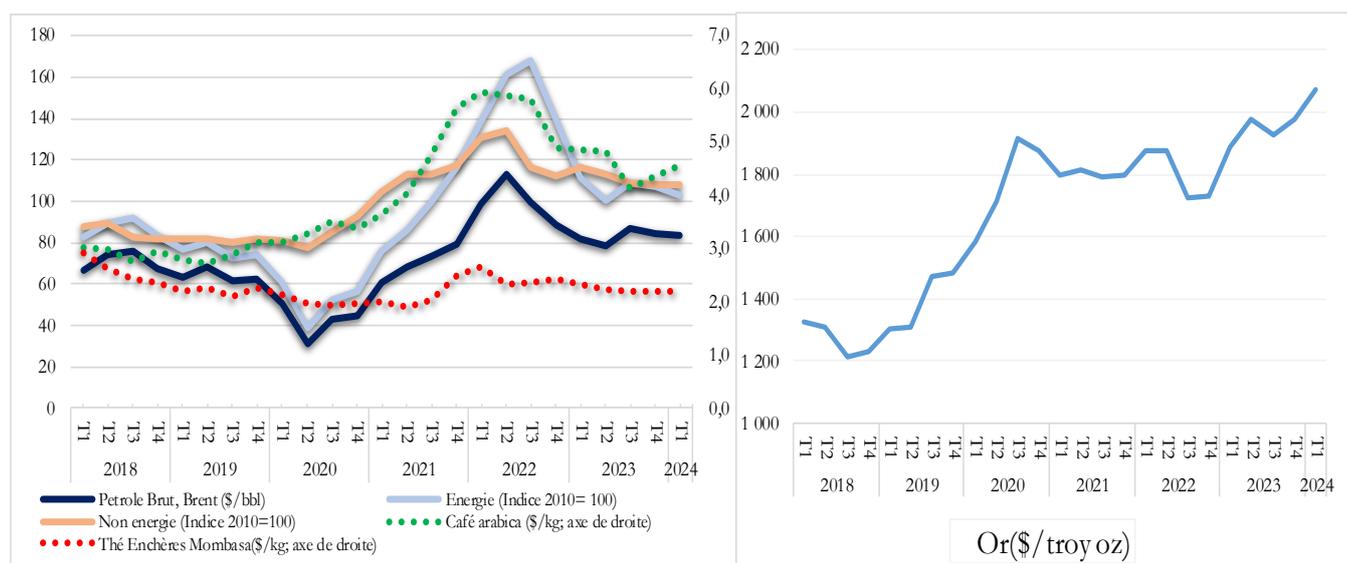
En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'accélérer et passerait de 3,4% en 2023 à 3,8% en 2024 et à 4,0% en 2025. Cette reprise serait soutenue par le ralentissement de l'inflation, la maîtrise de l'endettement et l'accès aux marchés financiers internationaux. Cependant, les récents chocs climatiques plus extrêmes, notamment les inondations et les sécheresses pourraient provoquer des hausses des prix des denrées alimentaires et aggraver l'insécurité alimentaire dans la région.

1.2. Prix des matières premières et inflation

Les prix des matières premières affichent une tendance globalement baissière au premier trimestre 2024.

Le cours du pétrole a légèrement diminué de 1,0% d'un trimestre à l'autre, passant de 84,0 à 83,15\$/baril. Les prix des produits énergétiques et non énergétiques ont respectivement baissé de 4,3% et de 0,5%, leurs indices se sont établis à 102,5 et 107,7 contre, respectivement 107,2 et 108,2 au trimestre précédent. Par contre, le cours du café arabica et du thé aux enchères de Mombasa ont augmenté de 4,8% et de 0,5%, se fixant à 24,58\$/kg et 2,19\$/kg, respectivement. Le prix de l'or a également augmenté de 4,8%, se fixant à 2.071 contre 1.976,0 \$ /troy oz³ au trimestre précédent.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source : Banque Mondiale, Prix des matières premières, février 2024

³ Un troy oz équivaut à 31,1034768 grammes d'or.

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a reculé dans la plupart des pays de la Zone euro, notamment en Allemagne (2,5 contre 3,6%), en France (2,8 contre 3,7%) et au Royaume-Uni (3,9 contre 4,4%). Elle a également reculé au Japon (2,6 contre 2,9%) et s'est stabilisée à 3,2% aux Etats-Unis d'Amérique.

De même, dans les pays émergents et en développement, l'inflation est en baisse en Afrique du Sud (5,4 contre 5,6%) et la Chine commence à sortir de la déflation enregistrée au trimestre précédent (0,0 contre -0,3%).

Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés, émergents et en développement (en %)

	Glissement annuel		
	T1-2023	T4-2023	T1-2024
États-Unis	5,8	3,2	3,2
Japon	3,6	2,9	2,6
Allemagne	8,2	3,6	2,5
France	6,0	3,7	2,8
Royaume-Uni	9,0	4,4	3,9
Zone euro	8,0	2,7	2,6
OCDE - Total	8,6	5,9	5,7
Chine	1,2	-0,3	0,0
Inde	6,0	4,8	nd
Afrique du Sud	7,3	5,6	5,4

Source : OCDE, *principaux indicateurs économiques*, février 2024

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Les banques centrales des pays développés ont poursuivi une politique monétaire restrictive au premier trimestre 2024, en vue de contenir l'inflation malgré sa tendance baissière.

La Réserve Fédérale Américaine (FED), déterminée à ramener l'inflation à son objectif de 2,0% et à atteindre un maximum d'emplois, a décidé de maintenir la fourchette cible des taux des fonds fédéraux (5,25-5,50%), en vigueur depuis le troisième trimestre 2023. Le Federal Open Market Committee (FOMC) juge qu'il n'est pas encore opportun de réduire ses taux fédéraux estimant que les perspectives économiques sont incertaines et les risques inflationnistes persistent.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé de laisser inchangés ses trois taux d'intérêts directeurs, estimant que les conditions de financement demeurent restrictives et les relèvements passés des taux d'intérêt continuent de peser sur la demande, ce qui contribue à la modération de l'inflation. Toutefois, les tensions sur les prix intérieurs demeurent élevées, en raison notamment d'une forte progression des salaires. Ainsi, le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement est resté à 4,50%, celui de

facilité de prêt marginal à 4,75% et celui de facilité de dépôt à 4,00%. Ces taux se situent à des niveaux qui contribuent fortement au processus de désinflation en cours.

La Banque Centrale du Japon (BOJ) a décidé de mettre fin à sa politique monétaire ultra accommodante de taux d'intérêts négatifs, en vigueur depuis 2016 qui était destinée à soutenir l'économie. Elle a augmenté son taux d'intérêt, passant de -0,1% à 0,0 et à 0,1% sur les réserves excédentaires des comptes courants détenus par les institutions financières auprès de la Banque Centrale.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA-5⁴

Les projections du FMI d'avril 2024 montrent que la croissance économique de la CEA-5 devrait passer de 5,3% en 2023 à 5,4% en 2024 et atteindrait 5,9% en 2025, un niveau supérieur à celui de la moyenne de toute l'Afrique Subsaharienne (3,8 contre 3,4% en 2023). Cependant, des facteurs de vulnérabilité entravent ces perspectives, notamment la persistance de pénurie de financement, la faible mobilisation des recettes publiques intérieures et les coûts élevés d'emprunt.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA-5 (en %)

	PIB REEL					
	2020	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)
Burundi	0,3	3,1	1,8	2,8*	4,2*	5,4*
Rwanda	-3,4	10,9	8,2	6,9	6,9	7,0
Ouganda	-1,1	5,5	6,3	4,8	5,6	5,5
Tanzanie	4,5	4,8	4,7	5,0	5,5	6
Kenya	-0,3	7,6	4,8	5,5	5,0	5,3
CEA	0,9	6,5	5,2	5,3	5,4	5,9
AFSS	-1,6	4,7	4,0	3,4	3,8	4,0

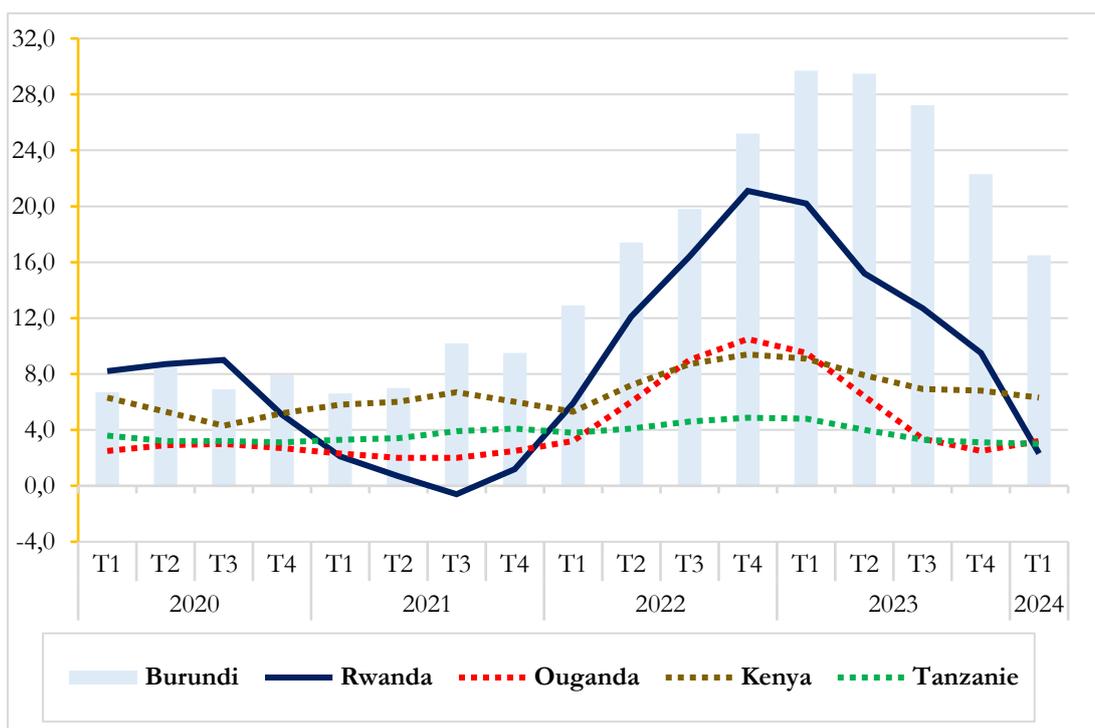
Source : FMI, *Perspectives économiques régionales, Afrique Subsaharienne, avril 2024*

* Les données sur le PIB du Burundi sont tirées du cadrage macroéconomique de janvier 2024

Au premier trimestre 2024, l'inflation dans les pays de la CEA poursuit sa tendance baissière observée depuis le début de l'année 2023. Par rapport au critère de convergence macroéconomique (plafond de 8,0%) de la CEA, la Tanzanie (3,0 contre 3,1%), l'Ouganda (3,2 contre 2,5%), le Kenya (6,3 contre 6,8%) et le Rwanda (2,5 contre 9,5%) ont enregistré des niveaux d'inflation en dessous de ce critère tandis que celui du Burundi (16,5 contre 22,3%) demeure supérieur à ce critère.

⁴ Les données sur le Soudan du Sud, la Somalie et la RDC ne sont pas incluses

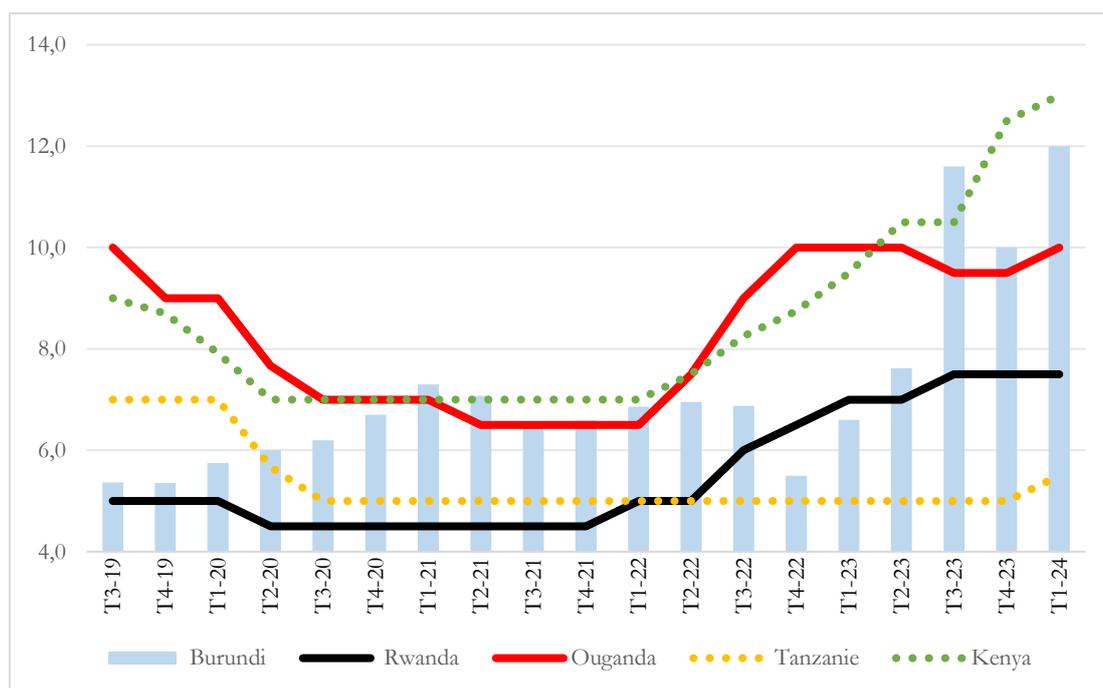
Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Les banques centrales des pays de la CEA ont continué à mener une politique monétaire restrictive dans un contexte de persistance de pressions inflationnistes malgré les signes d'atténuation. La Banque Centrale du Kenya a augmenté son taux directeur de 12,5 à 13,0%, afin de contenir la dépréciation du shilling kenyan. De même, les taux directeurs des banques centrales de l'Ouganda (9,5 à 10,0%), de la Tanzanie (5,0 à 5,50%) et du Burundi (10,00 à 12,00%) ont été relevés. Le Taux d'intérêt directeur du Rwanda a été maintenu à 7,50%.

Graphique 3 : Taux directeurs des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

En glissement annuel, les monnaies des pays de CEA se sont fortement dépréciées par rapport au dollar américain à la fin du premier trimestre 2024, dépassant la limite du critère⁵ de convergence ($\pm 5,0\%$), excepté le Shilling ougandais qui est resté stable. Ces fortes pressions sur les taux de change sont principalement liées aux facteurs extérieurs, notamment le resserrement des conditions de financement international et la détérioration des termes de l'échange.

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	USD/BIF	USD/RWF	USD/UGX	USD/TZS	USD/KSH
mars-23	2 079,00	1 103,62	3 778,13	2 311,44	132,23
déc-23	2 856,11	1 263,93	3 782,2	2 506,03	156,46
mars-24	2 869,93	1 290,20	3 885,00	2 556,94	138,8
var. % trim	0,5	2,1	2,7	2,0	-11,3
var. % annuel	37,4	14,5	0,1	8,4	18,3

Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA

⁵ Ce critère est convenu dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production

Au premier trimestre 2024, la production du thé sec a légèrement baissé par rapport à la même période de l'année précédente (3.296,0 contre 3.328,5 tonnes) suite à la disponibilité tardive des fertilisants. De même, la production du café vert cumulée à fin mars 2024 de la campagne 2023-2024 a baissé, s'établissant 8.337 contre 17.539 tonnes enregistrée à la même période de l'année 2023, en liaison avec la cyclicité du caféier.

En glissement annuel, l'indice moyen de la production industrielle a légèrement augmenté de 0,4% au premier trimestre 2024, suite principalement à l'accroissement de la production des industries alimentaires (+4,2%), partiellement contrebalancée par le repli de la production des industries chimiques (-25,6%). L'augmentation de la production a surtout concerné les boissons de la BRARUDI (+3,6%) et les cigarettes (+6,0%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice a chuté de 20,9%, revenant de 181,7 à 143,7, en rapport avec la baisse de la production des industries alimentaires (-22,1%) et chimiques (-7,5%).

La production d'électricité par la REGIDESO s'est accrue de 17,3% au premier trimestre 2024, en glissement annuel, passant de 79.597 à 93.329 Mégawatts, en liaison particulièrement avec l'accroissement de la production des centrales hydroélectriques. Par rapport au trimestre précédent, elle a augmenté de 7,6%.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura a augmenté de 32,6%, en glissement annuel, suite particulièrement à l'accroissement des importations de ciment, de clinker et de sucre. Par contre, par rapport au trimestre précédent, ce volume a chuté de 19,6%, en liaison avec la diminution des importations de clinker.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a augmenté de 9,5% en glissement annuel, passant de 50.145 à 54.929 passagers et a baissé de 6,3% d'un trimestre à l'autre. Le trafic des aéronefs s'est accru en glissement annuel (+8,4%) tandis qu'il a reculé d'un trimestre à l'autre (-8,1%).

Les prévisions du cadrage macroéconomique montrent que l'activité économique pourrait s'accélérer en 2024 (4,2 contre 2,8% en 2023), en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire (4,3 contre 1,5%), secondaire (5,8 contre 4,7%) et tertiaire (3,5 contre 2,7%).

Tableau 6 : Croissance du PIB réel (en %)

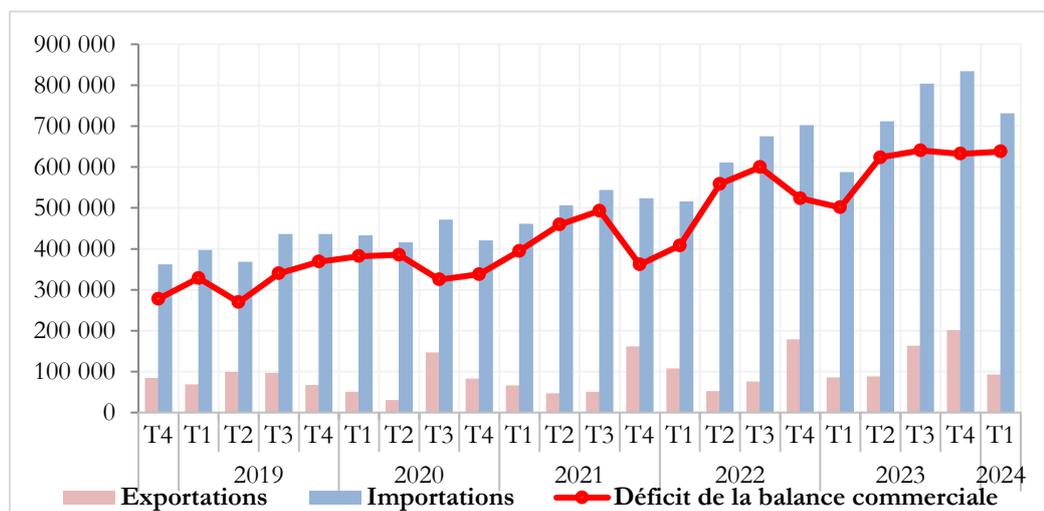
	2020	2021	2022	2023	2024(Proj)
Croissance du PIB réel	0,3	3,1	1,8	2,8	4,2
Secteur primaire	0,4	4,7	-1,5	1,5	4,3
Secteur secondaire	11,3	2,1	2,7	4,7	5,8
Secteur tertiaire	-3,4	2,5	3,2	2,7	3,5

Source : Cadrage macroéconomique, janvier 2024

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé davantage au premier trimestre 2024, s'établissant à 637.941,2 contre 501.210,9 MBIF à la même période de l'année 2023. Ce creusement du déficit est attribuable à l'accroissement de la facture des importations (+24,5%) plus importante que celle des exportations (+8,1%). Par conséquent, le taux de couverture des importations par les exportations a diminué, s'établissant à 12,7 contre 14,7% au premier trimestre 2023.

Graphique 4 : Evolution de la balance commerciale (en MBIF)

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Au premier trimestre 2024, les exportations totales en valeur se sont accrues de 8,0% en glissement annuel, se situant à 93.099,6 contre 86.159,7 MBIF. Par contre, en volume, elles ont baissé de 8,1%, se fixant à 29.444 tonnes contre 32.051 tonnes au même trimestre de l'année précédente.

En valeur, la progression des exportations a porté uniquement sur les produits manufacturés (45.678,2 contre 33.206,8 MBIF), principalement les cigarettes (+60,7%), les bières (+15,6%), les bouteilles en

verre foncé (+77,9%) et les savons (+103,1%). Par contre, les exportations des produits primaires ont baissé de 10,4%, s'établissant à 47.421,4 contre 52.952,9 MBIF, et cette baisse a concerné le café marchand (-40,9%) et le thé (-9,5%).

En volume, la diminution des exportations a porté sur les produits primaires (4.515 contre 12.772 tonnes). En revanche, les exportations des produits manufacturés ont augmenté (24.929 contre 19.279 tonnes).

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

	T1-2023	T4-2023	T1-2024
1. Produits primaires	52 952,9	151 550,0	47 421,4
dont: Café	39 216,8	38 766,2	23 179,2
Thé	13 040,7	10 214,0	11 797,9
Minéraux de Niobium	285,5	0,0	11 340,4
Or	0,0	100 757,1	0,0
2. Produits manufacturés	33 206,8	50 210,2	45 678,2
dont: Cigarettes	5 178,6	8 087,3	8 324,5
Bières	5 249,4	6 500,8	6 066,4
Farine de blé	5 576,4	4 423,4	4 025,7
EXPORTATIONS TOTALES	86 159,7	201 760,2	93 099,6

Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Au premier trimestre 2024, les importations ont augmenté tant en valeur (24,5%) qu'en volume (9,8%) par rapport au même trimestre de 2023.

En valeur, l'évolution haussière des importations a porté sur les biens de production (+2,8%), les biens d'équipement (42,0%) et ceux de consommation (+52,2%). L'augmentation des importations de biens de production a principalement concerné les huiles minérales (+24,4%), les biens de production destinés à la métallurgie (+63,0%), à la construction (+33,8%) et à l'alimentation (+17,0%). Par contre, les importations des biens de production destinés à l'agriculture et élevage et les biens de production chimiques ont respectivement diminué de 54,2% et 32,9%.

Concernant les importations de biens d'équipement, leur augmentation a porté sur les chaudières et engins mécaniques (+18,7%), les pièces et outillages (+102,7%), le matériel électrique (+155,3%) ainsi que sur les tracteurs, les véhicules et engins de transport (31,8%).

S'agissant des importations de biens de consommation, l'augmentation a concerné les biens durables notamment les textiles (+9,9%) et les véhicules (+45,4%) ainsi que les biens non durables tels que les biens alimentaires (+121,3%) et pharmaceutiques (+20,3%).

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T1-2023	T4-2023	T1-2024
1. Biens de production	306 509,3	437 785,9	315 091,6
dont: Huiles minérales	102 012,9	202 292,3	126 884,9
Métallurgie	20 629,5	31 836,8	33 617,5
Alimentation	33 487,3	39 172,4	43 558,9
Construction	29 573,7	34 718,9	39 570,7
Agriculture et élevage	92 305,9	93 655,9	42 238,6
2. Biens d'équipement	112 940,0	152 143,0	160 324,2
dont: Chaudières ,engins mécaniques	41 456,4	42 997,2	49 189,1
Tracteurs, véhicules et engins/ transport	25 702,6	24 254,1	33 886,3
Matériel électrique	18 807,7	54 112,1	48 011,6
3. Biens de consommation	167 921,4	244 028,1	255 624,9
dont: Alimentaires	45 158,1	91 062,3	99 932,4
Pharmaceutiques	23 151,4	29 643,3	27 843,6
Véhicules	21 783,9	21 740,5	31 672,0
Textiles	13 260,8	13 859,0	14 576,5
TOTAL	587 370,6	833 957,0	731 040,8

Source : BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

En volume, l'augmentation des importations a concerné les biens de production (237.502 contre 231.938 tonnes) et les biens de consommations (98.222 contre 71.137 tonnes) alors que l'importation des biens d'équipement a baissé (14.942 contre 16.309 tonnes).

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du premier trimestre 2024 fait ressortir une dégradation du déficit du compte des transactions courantes (375.861,8 contre 299.633,6 MBIF). Ce déficit est lié à une forte détérioration du déficit du compte des biens (524.221,9 contre 403.140,7 MBIF) et des services (152.232,8 contre 122.230,1 MBIF), partiellement atténué par l'excédent du compte des revenus secondaires (315.016,7 contre 242.997,6 MBIF).

Toutefois, l'excédent du compte capital a augmenté au premier trimestre 2024, s'établissant à 195.586,9 contre 56.928,1 MBIF au même trimestre de l'année précédente, suite à l'accroissement des transferts de capital pour les administrations publiques.

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

	T1-2023	T1-2024
COMPTE COURANT	-299 633,6	-375 861,8
Crédit	459 803,9	538 109,5
Débit	759 437,5	913 971,3
BIENS	-403 140,7	-524 221,9
Exports FOB	117 760,8	113 255,9
Imports FOB	520 901,5	637 477,7
SERVICES	-122 230,1	-152 232,8
Crédit	60 237,3	71 997,3
Débit	182 467,4	224 230,1
REVENUS PRIMAIRES	-17 260,5	-14 423,8
Crédit	14 689,9	23 903,5
Débit	31 950,4	38 327,3
REVENUS SECONDAIRES	242 997,6	315 016,7
Crédit	267 115,8	328 952,8
Débit	24 118,2	13 936,1
COMPTE DE CAPITAL	56 928,1	195 586,9
Crédit	56 928,1	195 615,4
Débit	0,0	28,5
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)	-242 705,5	-180 275,0
COMPTE FINANCIER		
Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte financier)	-178 700,4	-314 294,8
INVESTISSEMENT DIRECTS	-13 534,5	-22 957,1
Acquisition nette d'actifs financiers	261,4	2 305,5
Accroissement net de passifs	13 795,9	25 262,6
INVESTISSEMENT PORTEFEUILLES	-5 537,5	-8 783,4
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	5 537,5	8 783,4
DERIVES FINANCIERS ET OPTIONS SUR TITRES (net)	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
AUTRES INVESTISSEMENTS	-127 292,6	-433 083,6
Acquisition nette d'actifs financiers	35 238,6	-16 868,9
Accroissement net de passifs	162 531,2	416 214,7
DROITS DE TIRAGES SPECIAUX (allocations DTS)	0,0	0,0
AVOIRS DE RESERVES	-32 335,8	150 529,2
Erreurs et omissions	64 005,1	-134 019,8

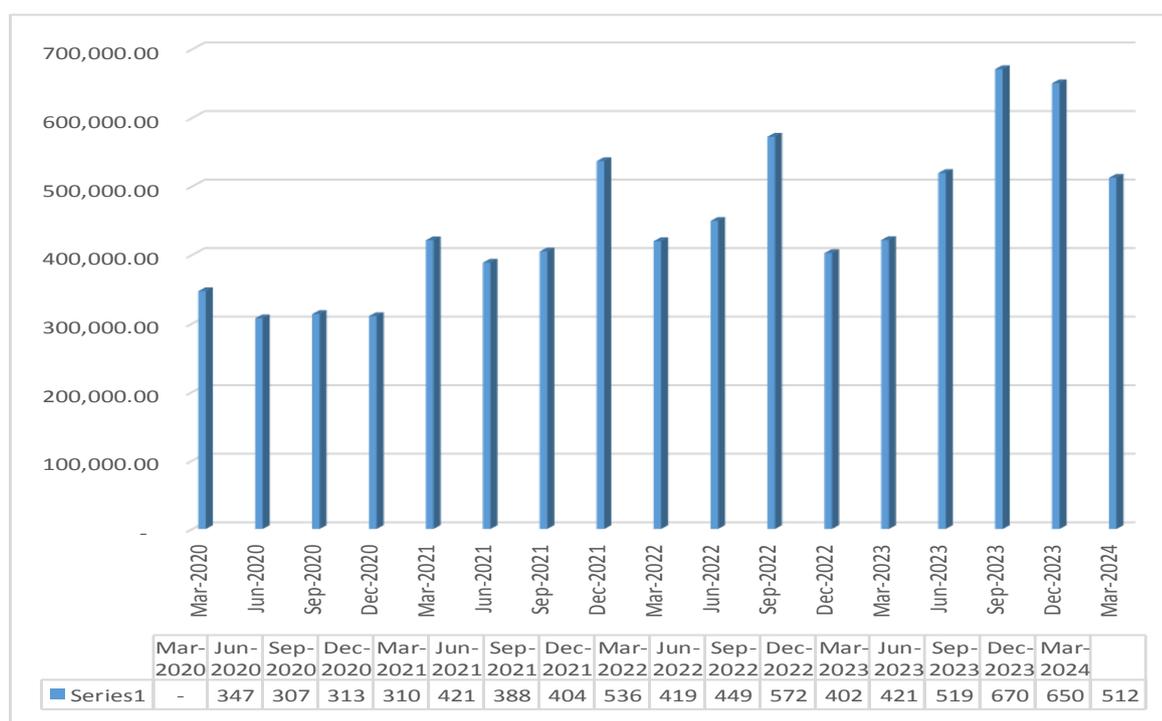
Source : BRB

Le déficit du compte des services s'est davantage creusé, passant de 122.230,1 à 152.232,8 MBIF, résultant principalement de la dégradation des postes des services de transports (141.982,7 contre 111.844,4 MBIF), voyages (20.624,3 contre 13.438,51 MBIF) et des Services de télécommunications, d'informatique et d'information (11.679,42 contre 4.545,88 MBIF). Par contre, le solde du poste lié aux autres services aux entreprises s'est significativement amélioré passant de -11.585,4 à +14.314,24 MBIF.

Les revenus secondaires se sont accrus de 29,6% en glissement annuel, se fixant à 315.016,7 contre 242.997,6 MBIF, suite à l'augmentation des transferts du secteur privé (+106.032,2 MBIF) qui l'emporte sur le repli des transferts du secteur public (-34.013,2 MBIF).

Les transferts effectués vers l'étranger via le système bancaire se sont élevés à 512.412,7 MBIF et ont augmenté de 21,6% par rapport à ceux du même trimestre de l'année précédente (421.497,9 MBIF). Néanmoins, cette augmentation est liée à la dépréciation du taux de change

Graphique 5 : Evolution des transferts émis vers l'étranger (en MBIF)



Source : BRB

Concernant le déficit du compte financier, il s'est aggravé au premier trimestre 2024, s'établissant à 314.294,8 contre 178.700,4 MBIF au trimestre correspondant de 2023. Ce déficit est principalement tiré par les soldes déficitaires des postes des investissements directs (22.957,1 contre 13.534,5 MBIF) et des autres investissements (433.083,6 contre 127.292,6 MBIF).

Les avoirs de réserves ont augmenté de 150.529,2 MBIF au premier trimestre 2024 alors qu'ils avaient diminué de 32.335,8 MBIF à la même période de l'année précédente.

2.3. Finances et dette publiques

2.3.1. Finances publiques

Au premier trimestre 2024, le solde budgétaire (dons inclus) a dégagé un excédent de 22.298,5 MBIF contre un déficit budgétaire de 128.067,7 MBIF à la période correspondante de l'année 2023. Cette amélioration est en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes (31,6%) que des dépenses (19,3%). Au trimestre précédent, le déficit budgétaire était de 94.728,9 MBIF.

En glissement annuel, les recettes courantes se sont améliorées de 31,6% au premier trimestre 2024, s'élevant à 524.945,6 contre 399.014,6 MBIF, en liaison avec l'augmentation des recettes fiscales (+22,7%) et des recettes non fiscales (+91,7%), grâce notamment aux campagnes de sensibilisation des contribuables menées par l'OBR sur le bien-fondé de la conformité fiscale. Les dons en capital ont sensiblement augmenté (+241,1%), atteignant 194.203,9 contre 56.928,1 MBIF au premier trimestre 2023 grâce à la performance dans les décaissements relatifs aux dons projets.

En glissement trimestriel, les recettes courantes ont légèrement diminué de 0,2%, en liaison avec la diminution des recettes non fiscales (-14.659,0 MBIF), alors que les recettes fiscales avaient augmenté (+13.556,1 MBIF). Les dons en capital ont augmenté de 5.070,7 MBIF.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	1 ^{er} Trim.2023	4 ^e Trim.2023	1 ^{er} Trim.2024
A. RECETTES ET DONNS	455 942,7	715 181,7	719 149,4
<i>a. Recettes courantes</i>	399 014,6	526 048,5	524 945,6
<i>b. Dons en capital</i>	56 928,1	189 133,2	194 203,9
B. DEPENSES	584 010,4	809 910,5	696 850,9
<i>a. Dépenses courantes</i>	277 425,5	412 258,1	388 813,7
<i>Salaires</i>	139 729,3	202 969,1	207 996,8
<i>b. Dépenses en capital</i>	306 585,0	397 652,5	308 037,3
<i>Sur ressources nationales</i>	243 333,6	178 358,1	102 206,3
<i>Sur prêts et dons extérieurs</i>	63 251,4	219 294,4	205 831,0
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)	-128 067,7	-94 728,9	22 298,5
C. FINANCEMENT (BASE CAISSE)	43 824,4	141 029,0	-113 568,4
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	-17 083,8	8 402,1	6 491,3
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	-26 740,6	132 626,9	-120 059,7
D. Erreurs et omissions	171 892,1	-46 300,1	91 269,9

Source : MFBPE

En glissement annuel, les dépenses totales ont augmenté de 19,3% au premier trimestre 2024, s'élevant à 696.850,9 contre 584.010,4 MBIF. Cette augmentation a porté sur les dépenses d'achats de biens et services (+32.035,9 MBIF) et les salaires (+68.267,4 MBIF) consécutive à la mise en œuvre de la politique salariale équitable ainsi que sur les subventions et autres transferts (+12.764,0 MBIF).

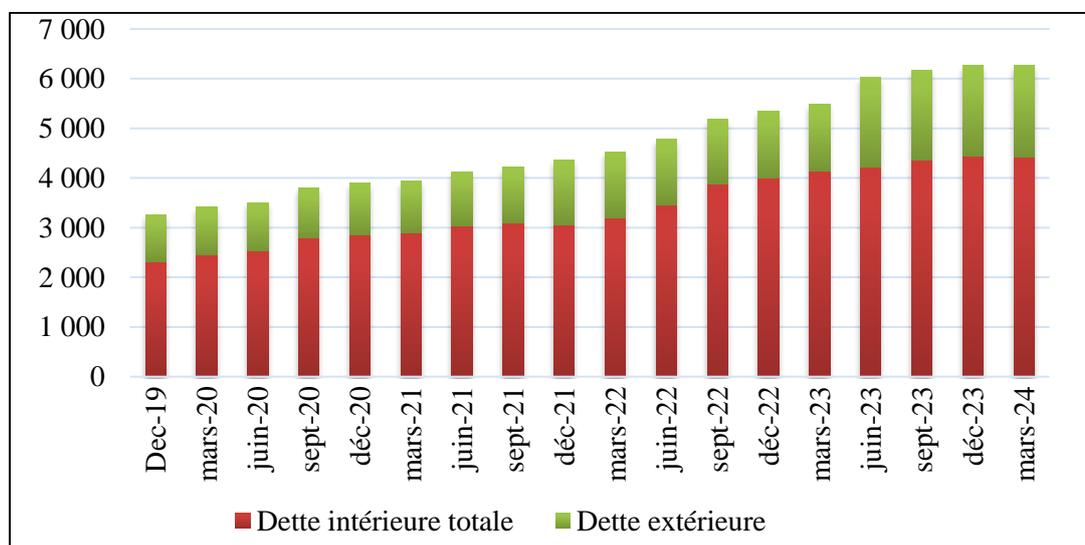
Par rapport au trimestre précédent, les dépenses totales ont diminué de 14,0%, en liaison principalement avec la baisse des dépenses en capital (-89.615,2 MBIF) et des achats de biens et services (-12.586,1 MBIF).

2.3.2. Dette publique

La dette publique totale s'est accrue de 14,4% à fin mars 2024, s'établissant à 6.266,2 contre 5.477,4 Mrds de BIF à fin mars 2023, suite à l'accroissement de la dette intérieure (6,6%) et de la dette extérieure (38,7%). Par rapport à fin du trimestre précédent, le stock de la dette publique est resté presque stable.

Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 45,7 contre 54,3% à la même période de l'année précédente. Elle est dans la limite maximale (50% du PIB), convenue dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en Mrds de BIF)



Source : BRB à partir des données du MFBPE

En glissement annuel, la dette intérieure a augmenté de 6,6%, passant de 4.147,1 à 4.421,4 Mrds de BIF et s'est légèrement accrue de 0,2% d'un trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 70,5% de la dette publique totale.

La dette extérieure s'est accrue de 38,7% en glissement annuel, passant de 1.330,3 à 1.844,8 Mrds de BIF en relation avec les plus-values de réévaluation dues à la dépréciation du taux de change (497.279,8 MBIF) et les tirages (67.159,4 MBIF), partiellement contrebalancées par l'amortissement de la dette (49.983,5 MBIF).

2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Politique monétaire

Au premier trimestre 2024, la BRB a maintenu une politique monétaire restrictive dans le but de stabiliser les prix. De ce fait, elle a relevé le taux directeur de 10% à 12%, estimant que l'inflation, bien qu'affichant une tendance baissière, restait élevée (17,6% à fin janvier 2024) et supérieure à l'objectif de 8% à moyen terme. La BRB a également révisé la période de constitution des réserves obligatoires en la ramenant d'un mois à 15 jours.

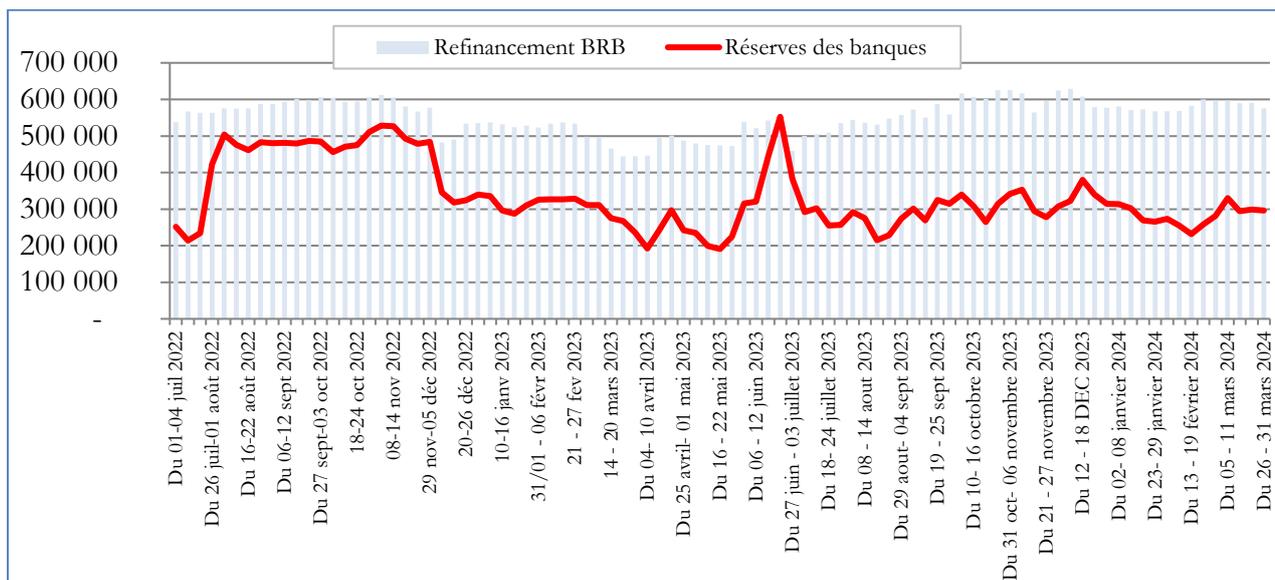
2.4.2. Réserves des banques et taux d'intérêts

- **Réserves des banques**

En moyenne trimestrielle, les réserves des banques ont diminué au premier trimestre de 2024, s'établissant à 283.230 contre 321.161 MBIF au trimestre précédent et 307.404 MBIF au même trimestre de l'année précédente.

L'encours du refinancement de la Banque Centrale aux établissements de crédit (uniquement constitué par les refinancements des secteurs porteurs de croissance) a légèrement diminué, se fixant à 574.298 contre 577.728 MBIF au trimestre précédent, tandis qu'il a augmenté par rapport à celui du même trimestre de l'année précédente (444.450 MBIF).

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



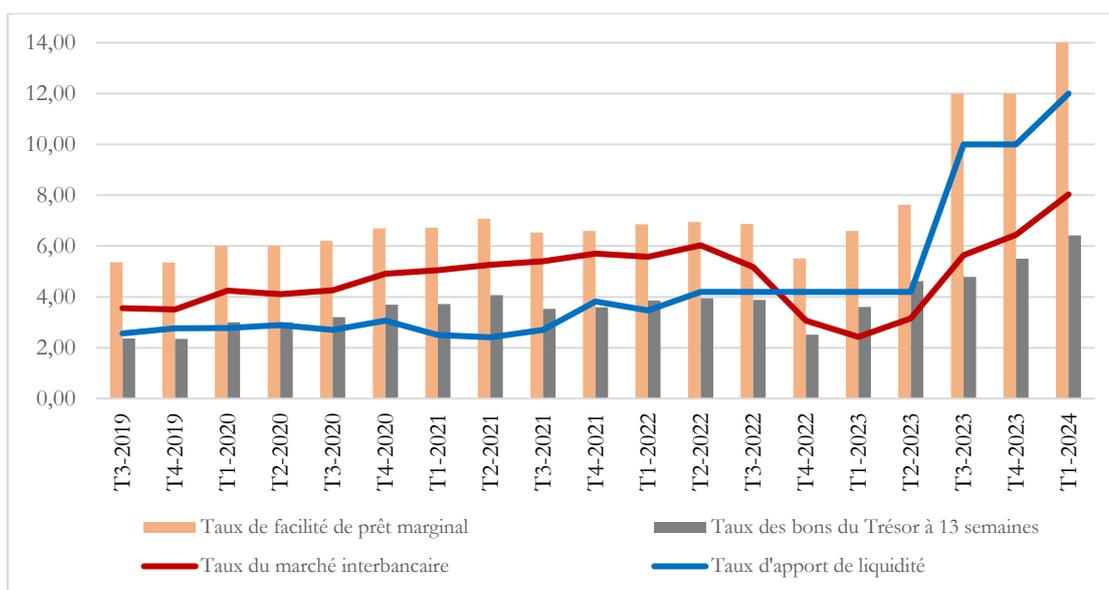
Source : BRB

- **Taux d'intérêt du marché monétaire**

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont augmenté, suite au relèvement du taux directeur qui est passé de 10,0 à 12,0% lors de la déclaration de la politique monétaire du 07 mars 2024.

Ainsi, le taux moyen de facilité de prêt marginal s'est établi à 14,00% contre 12,00% au trimestre précédent et celui des bons du Trésor à 13 semaines s'est fixé à 6,43 contre 4,78%. De même, le taux moyen du marché interbancaire a augmenté, passant de 6,44 à 8,03% tandis que celui du refinancement spécial dédié aux secteurs porteurs de croissance est resté de 2,00%.

Graphique 8 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)



Source : BRB

- **Taux d'intérêts du secteur bancaire**

Les taux d'intérêts ont globalement augmenté au premier trimestre 2024. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur encours des crédits octroyés par les banques commerciales a augmenté, se fixant à 13,09 contre 12,90% fin décembre 2023 et 12,85 fin mars 2023. En glissement trimestriel, cette augmentation a concerné toutes les échéances.

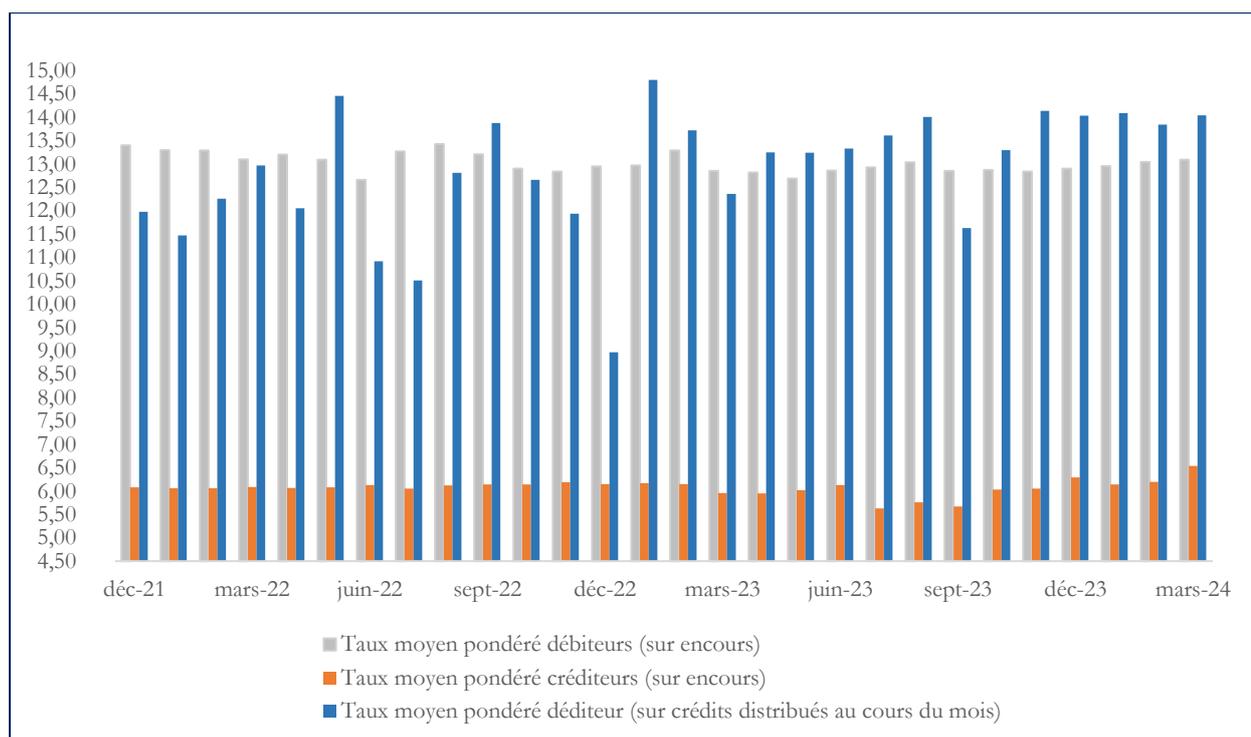
Tableau 11 : Taux d'intérêts moyens pondérés débiteurs et créditeurs à la fin de période (en %)

Taux moyens pondérés débiteurs à fin de période				Taux moyens pondérés Créditeurs à fin de période			
	mars-23	déc.-23	mars-24		mars-23	déc.-23	mars-24
Court terme	14,32	14,24	14,44	Dépôts à vue	3,44	3,88	4,74
Moyen terme	12,88	12,09	12,26	Comptes sur livrets	5,33	5,16	5,25
Long terme	10,60	11,60	11,71	Depots à terme	6,40	6,56	6,65
Moyenne gener	12,85	12,90	13,09	Moyenne generale	5,96	6,29	6,54

Source : BRB

Le taux d'intérêt sur les crédits distribués au cours du premier trimestre 2024 a augmenté, en moyenne, à 13,99% contre 13,82 au quatrième trimestre 2023 et 13,62%, en moyenne, au premier trimestre 2023.

Graphique 9 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux créditeur a augmenté, se fixant à 6,54% contre 6,29 à fin décembre 2023 et 5,96% à fin mars 2023. En glissement trimestriel, l'augmentation du taux d'intérêt créditeur a porté sur le taux moyen des dépôts à vue (4,74 contre 3,88%), les comptes sur livrets (5,25 contre 5,16%) et les dépôts à terme (6,65 contre 6,56%).

En glissement annuel, l'augmentation du taux créditeur a concerné celui appliqué sur les dépôts à vue (4,74 contre 3,44%) et les dépôts à terme (6,65 contre 6,40%). Toutefois, le taux de rémunérations des comptes sur livrets a baissé, se fixant à 5,25 contre 5,33% à fin mars 2023.

2.4.3. Base monétaire

En glissement trimestriel, la base monétaire a légèrement augmenté (0,1%), s'établissant à 1.418,6 contre 1.416,9 Mrds à fin décembre 2023. Cette augmentation a porté sur les billets et pièces en circulation (2,0%) et les dépôts des autres sociétés financières (20,3%) tandis que les dépôts des autres institutions de dépôts ont diminué (-2,8%). Au niveau de ses contreparties, cette évolution a résulté de l'amélioration des avoirs extérieurs nets (21,1%) tandis que les avoirs intérieurs nets ont baissé (-6,6%) en liaison avec le remboursement des avances de la Banque Centrale à l'Etat.

Tableau 12 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	mars-23	déc.-23	mars-24	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	662 739,0	734 642,4	749 572,3	2,0	13,1
Dépôts des autres institutions de dépôts	283 360,6	509 610,6	495 139,7	-2,8	74,7
Dépôts des autres sociétés financières	6 846,4	5 436,4	6 538,9	20,3	-4,5
Dépôts divers	66 209,3	167 181,3	167 328,7	0,1	152,7
Base monétaire = Contreparties	1 019 155,3	1 416 870,7	1 418 579,6	0,1	39,2
Avoirs extérieurs nets	-280 639,7	-651 113,6	-513 773,4	21,1	-83,1
Avoirs intérieurs nets	1 299 795,0	2 067 984,3	1 932 353,0	-6,6	48,7
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	681 001,9	977 822,6	794 891,3	-18,7	16,7
Autres créances	618 793,1	1 090 161,7	1 137 461,7	4,3	83,8

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 39,2%, passant de 1.019,1 à 1.418,6 Mrds de BIF. Cet accroissement est principalement tiré par celui des dépôts des autres institutions de dépôts (74,7%), des billets et pièces en circulation (13,1%) et des dépôts divers (152,7%).

Concernant ses contreparties, les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 48,7%, tirés par l'augmentation des créances nettes sur l'administration centrale (16,7%) et les autres créances (83,8%). Par contre, les avoirs extérieurs nets se sont détériorés (-83,1%). La contribution des avoirs intérieurs nets à la croissance de la base monétaire a été de 62,1 points de pourcentage tandis que les avoirs extérieurs nets y ont contribué négativement (-22,9 points de pourcentage).

Tableau 13 : Origine de la variation de la base monétaire à fin mars 2024 (en %)

	Trimestrielle	Annuelle
Avoirs extérieurs nets	9,7	-22,9
Avoirs intérieurs nets	-9,6	62,1
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	-12,9	11,2
Autres créances	3,3	34,3
Base monétaire = Contreparties	0,1	39,2

Source : BRB

2.4.4. Masse monétaire et contreparties

La masse monétaire (M3) s'est légèrement accrue (0,1%) au premier trimestre 2024, s'établissant à 5.216,3 contre 5.209,8 Mrds de BIF à fin décembre 2023. Cette évolution se reflète dans l'augmentation de la circulation fiduciaire hors institutions de dépôts (1,2%), des dépôts à terme et d'épargne (5,2%) et des dépôts en devises des résidents (1,8%), partiellement contrebalancée par la baisse des dépôts à vue (-3,2%).

Du côté de ses contreparties, les avoirs extérieurs nets ont baissé (-9,8%) tandis que les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 1,8% en glissement trimestriel. L'accroissement des avoirs intérieurs nets a porté

sur les créances sur l'économie (3,3%) et les autres postes nets (7,6%), les créances nettes sur l'administration centrales ayant baissé (-4,0%).

Tableau 14 : Masse monétaire et ses contreparties (en MBIF)

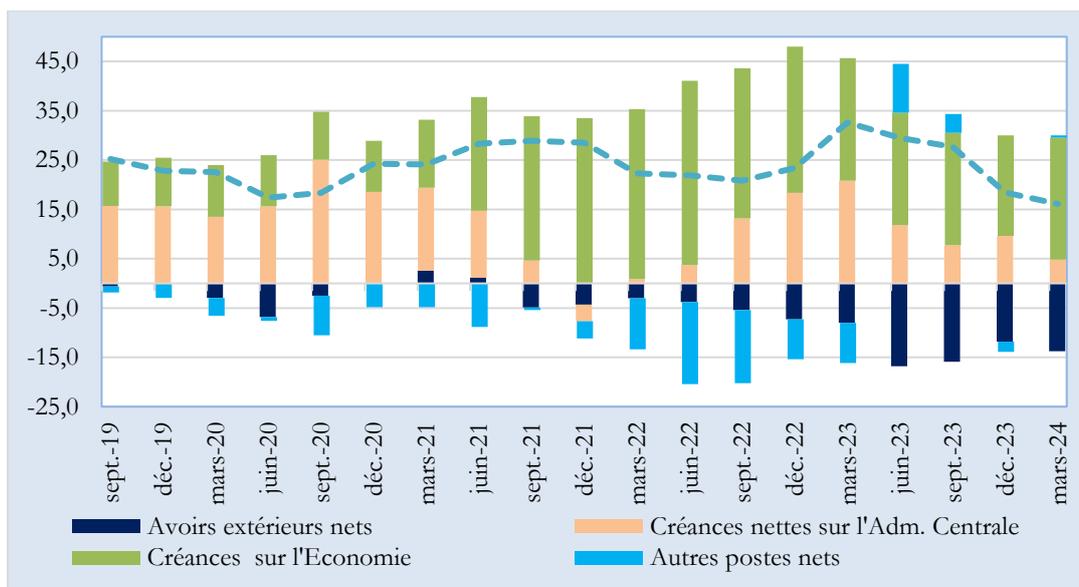
	mars-23	déc.-23	mars-24	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de dépôts	577 685,3	631 174,9	638 843,7	1,2	10,6
Dépôts à vue	2 312 277,3	2 602 453,6	2 518 983,6	-3,2	8,9
Dépôts à terme et d'épargne	1 237 861,7	1 384 221,9	1 456 058,8	5,2	17,6
Dépôts en devises des résidents	358 218,3	591 931,5	602 428,2	1,8	68,2
Masse Monétaire (M3)= Contreparties	4 486 042,6	5 209 781,9	5 216 314,3	0,1	16,3
AEN	-585 170,5	-1 093 918,9	-1 201 515,7	-9,8	-105,3
AIN	5 071 213,1	6 303 700,8	6 417 830,0	1,8	26,6
Crédit Intérieur	6 127 872,0	7 424 411,7	7 453 115,6	0,4	21,6
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	2 634 466,8	2 968 131,2	2 850 010,6	-4,0	8,2
Créances sur l'économie	3 493 405,2	4 456 280,5	4 603 105,0	3,3	31,8
Autres postes nets	-1 056 658,9	-1 120 710,9	-1 035 285,6	7,6	2,0

Source : BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 16,3% à fin mars 2024. Cet accroissement a porté sur toutes les composantes de cet agrégat.

Au niveau de ses contreparties, l'accroissement de M3 est dû à celui du crédit intérieur (21,6%) résultant de l'augmentation de 8,2% des créances nettes sur l'Etat et 31,8% des créances sur l'économie. Toutefois, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 105,3%. Les avoirs intérieurs nets ont contribué à la croissance de M3 à hauteur de 29,5 points de pourcentage dont 4,8 points des créances nettes sur l'Etat et 24,7 points des créances nettes sur l'économie, partiellement contrebalancé par l'effet restrictif des avoirs extérieurs nets (-13,7 points de pourcentage).

Graphique 10 : Contribution à la croissance de la masse monétaire par ses contreparties

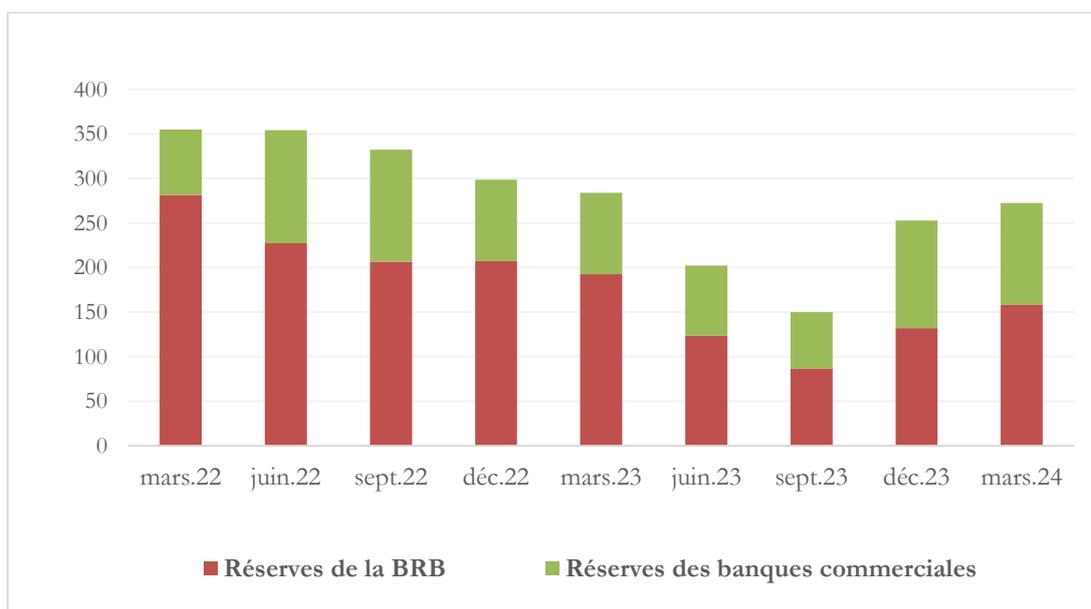


Source : BRB

2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Les avoirs extérieurs du secteur bancaire se sont améliorés en glissement trimestriel (16,3%) tandis qu'ils ont baissé en glissement annuel (-17,5%). Ils se sont établis à 272,4 contre 234,3 MUSD à fin décembre 2023 et 284,1 à fin mars 2023.

Graphiques 11 : Evolution des réserves internationales (en MUSD)



Source : BRB

En glissement trimestriel, cette amélioration a porté sur les réserves de la Banque Centrale (+39,8%) alors que les avoirs extérieurs des banques commerciales ont diminué (-5,9%). Au contraire, en

glissement annuel, celles de la Banque Centrale ont baissé (-17,6%) tandis que celles des banques commerciales ont augmenté (+24,2%).

Ces réserves de change couvraient 1,3 mois d'importations de biens et services contre 0,8 mois à fin décembre 2023 et 1,4 mois à fin mars 2023 et restent en dessous de la norme fixée à 4,5 mois d'importations de biens et services dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

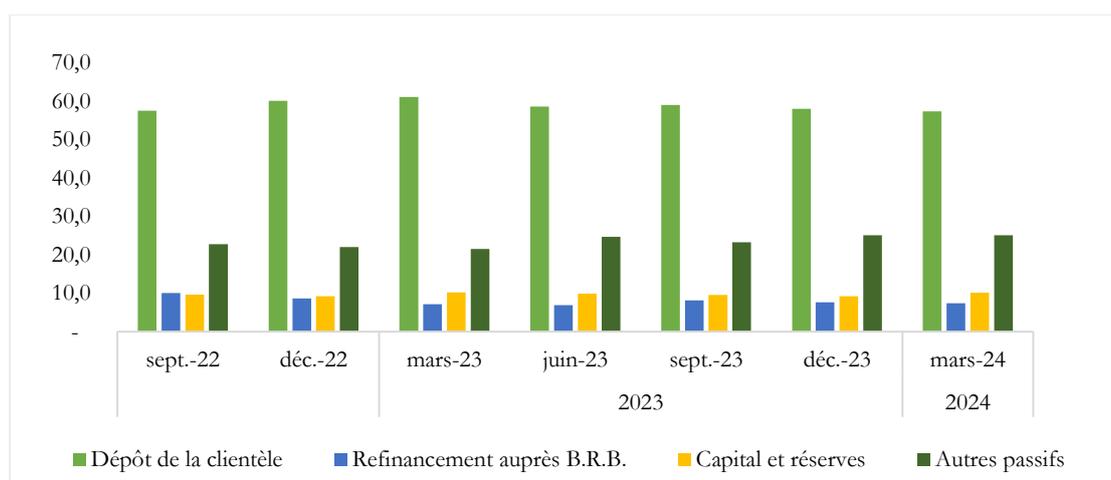
Au premier trimestre de 2024, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 24,4% en glissement annuel et de 3,4% en glissement trimestriel, entraîné par la hausse des crédits à l'économie au niveau de l'actif et par l'accroissement des dépôts de la clientèle au niveau du passif. Toutefois, le ratio de solvabilité a enregistré une évolution à la baisse sur une base annuelle.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 16,8% à fin mars 2024, s'établissant à 4.694,4 contre 4.020,2 Mrds de BIF à la période correspondante de 2023. En glissement trimestriel, ils ont augmenté de 2,2%. De même, les refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont augmenté de 28,0% en glissement annuel, s'établissant à 604,2 contre 471,9 Mrds de BIF à fin mars 2023.

Graphique 12 : Répartition des ressources (% du total)

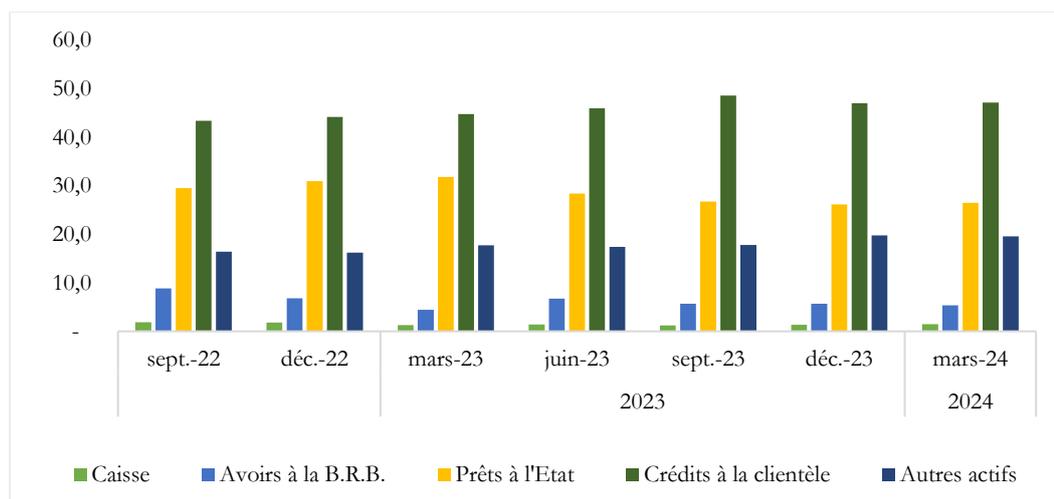


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les prêts à l'économie se sont accrus de 30,9% en glissement annuel, s'établissant à 3.859,9 contre 2.948,6 Mrds de BIF au même trimestre correspondant de 2023. D'un trimestre à l'autre, ils ont augmenté de 3,8%. Le montant des Bons et Obligations du Trésor a augmenté de 2,4% en glissement annuel, s'établissant à 1.922,8 contre 1.876,8 Mrds de BIF à la période correspondante en 2023. Par rapport au trimestre précédent, leur volume a également augmenté de 4,4%.

Graphique 13 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



Source : BRB

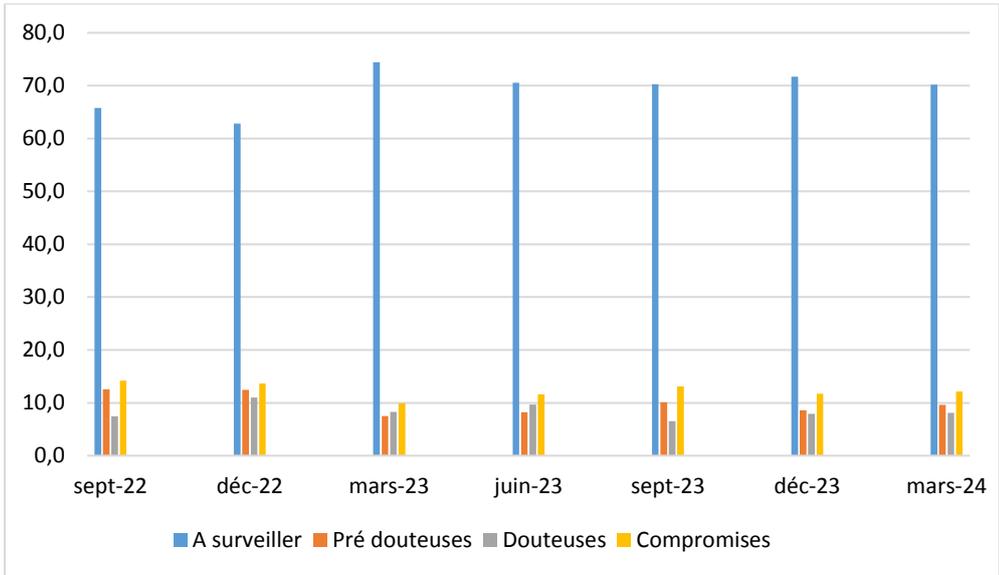
2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées⁶ ont subi un accroissement de 65,2% en glissement annuel et de 7,4% en glissement trimestriel. Elles se sont établies à 463.025,1 MBIF à fin mars 2024 contre 280.259,1 MBIF à fin mars 2023 et à 430.948,5 MBIF à fin décembre 2023. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a augmenté de 4,2 points de pourcentage sur une base annuelle, s'établissant à 29,8 contre 25,6%. Elle a également augmenté de 1,6 points de pourcentage sur une base trimestrielle, passant de 28,2% à fin décembre 2023 à 29,8% à fin mars 2024. Les créances à surveiller s'établissent à 70,2 % du total des prêts impayés à fin mars 2024 contre 74,4% à fin mars 2023 et 71,8% à fin décembre 2023.

Graphique 14 : Créances impayées par classe (% du total)

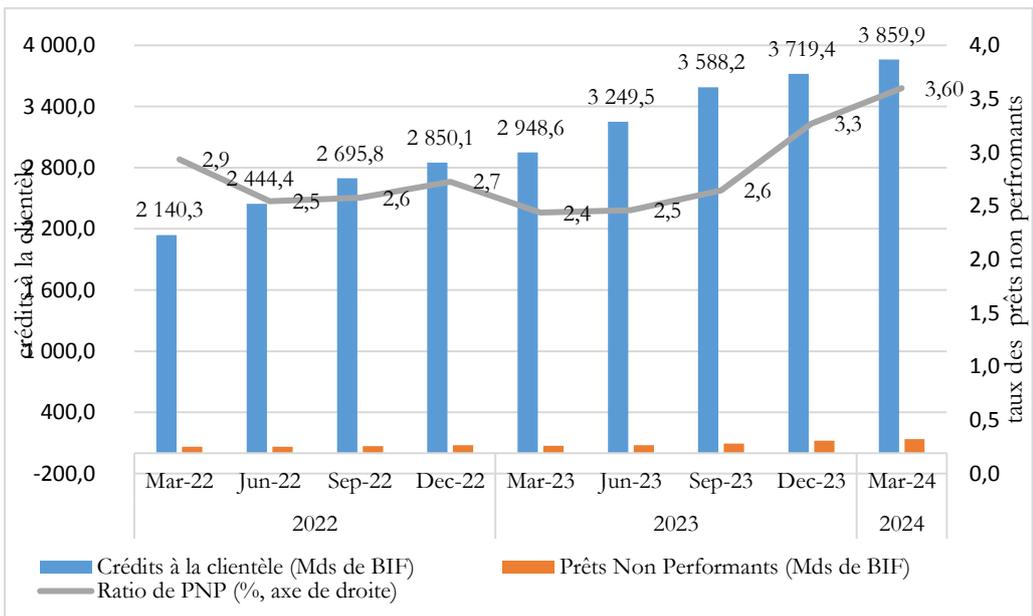
⁶Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.



Source : BRB

La qualité du portefeuille crédits s'est détériorée à fin mars 2024. Le ratio des prêts non performants s'est établi à 3,6 contre 2,4% à fin mars 2023 et 3,3% à fin décembre 2023.

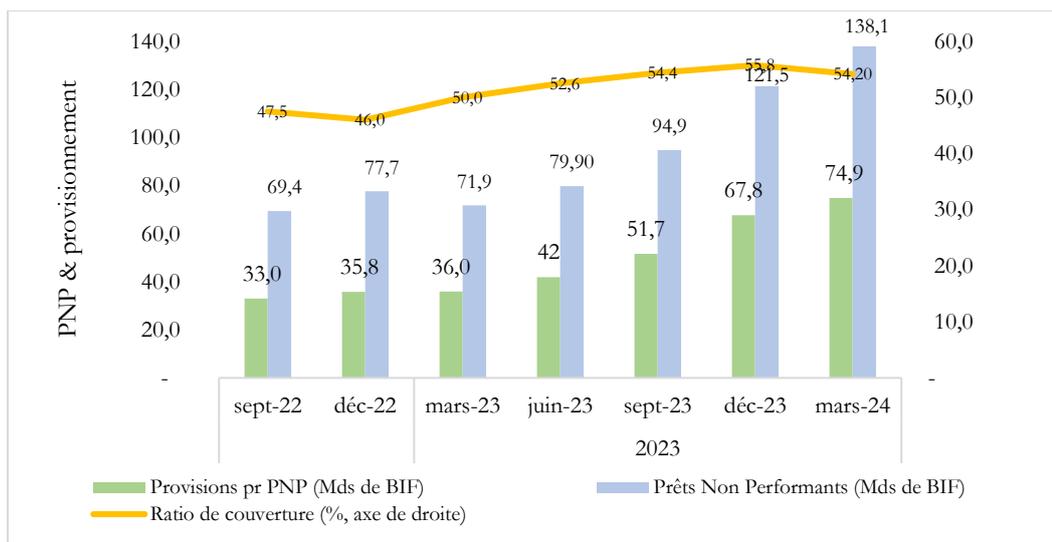
Graphique 15 : Ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a augmenté, s'établissant à 54,2 contre 50,0% à fin mars 2023. Par contre, il a légèrement baissé par rapport à celui de fin du trimestre précédent (55,8%).

Graphique 16 : Provisions et taux de couverture (en %)

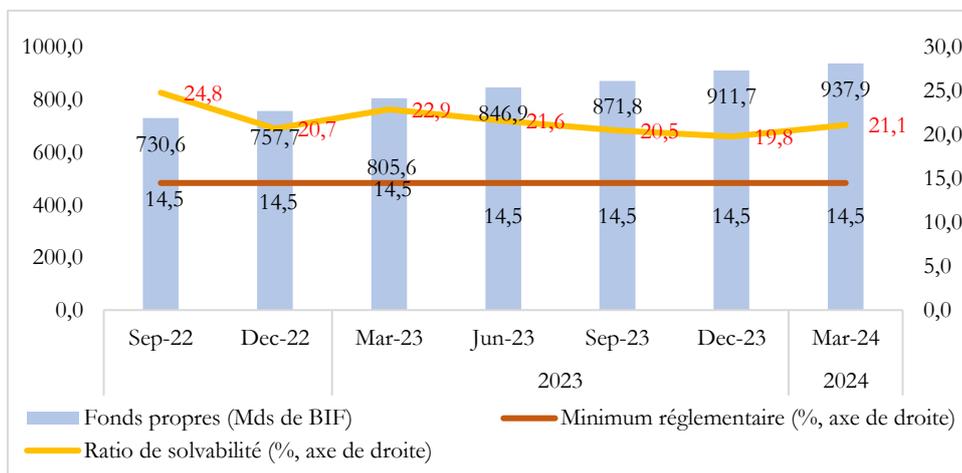


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 16,4% en glissement annuel et de 2,9% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 937,9 contre 805,6 Mrds de BIF à fin mars 2023 et 911,7 Mrds de BIF à fin du trimestre précédent. Le ratio de solvabilité globale a diminué en glissement annuel, s'établissant à 21,1 contre 22,9% à fin mars 2023, tandis qu'il a augmenté comparé à celui du trimestre précédent (19,8%).

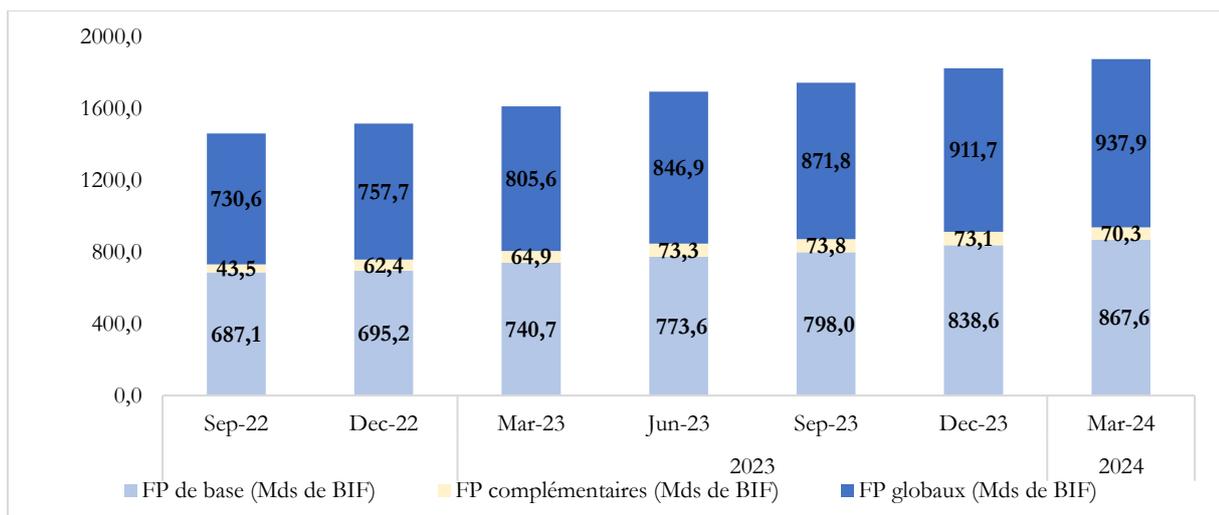
Graphique 17 : Fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

A fin mars 2024, les fonds propres de base ont augmenté de 17,1%, se fixant à 867,6 contre 740,7 Mrds de BIF à la même période de 2023. Les fonds propres de base ont augmenté de 3,5% par rapport au trimestre précédent.

Graphique 18 : Structure des fonds propres (en Mrds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire s'est accru de 25,7% à fin mars 2024, se fixant à 133,2 contre 105,9 Mrds de BIF à fin mars 2023. De même, le résultat net a augmenté de 26,7%, se fixant à 48,9 contre 38,6 Mrds de BIF à fin mars 2023. Ainsi, les rendements moyens des fonds propres (ROE) ont augmenté, s'établissant à 5,2 contre 4,8% à fin mars 2023. Les rendements moyens des actifs (ROA) ont stagné à 0,6%.

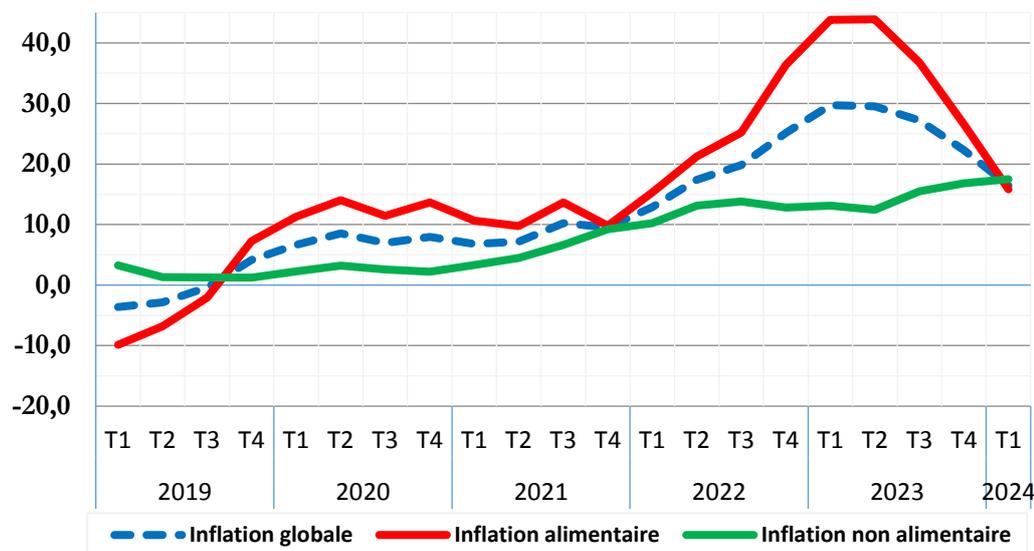
2.6. Evolution de l'inflation et perspectives

2.6.1. Evolutions récentes

L'indice des prix à la production agricole, mesurant l'évolution des prix des produits agricoles à la première mise sur le marché, a augmenté de 19,7% au mois de mars 2024, contre une augmentation de 36,9% au même mois de 2023. Cette augmentation a porté essentiellement sur les prix des produits comme les tubercules et racines (13,8%), les légumineuses (13,4%), les légumes frais (60,8%), la banane (18,5%) et les bovins (31,3%) et les cultures d'exportations (43,2%).

L'indice des prix à la consommation, tel que publié par l'Institut National des Statistiques du Burundi, indique que le niveau des prix reste élevé mais que le rythme de son augmentation décélère. Le taux d'inflation globale a baissé passant de 22,3 %, en moyenne trimestrielle, au quatrième trimestre 2023 à 16,5% au premier trimestre 2024. Cette baisse a principalement porté sur l'inflation alimentaire qui est passée de 38,5% à 15,8%, reflétant la baisse des prix de certains produits alimentaires, en particulier le maïs suite à l'amélioration de l'offre attribuée aux récoltes en cours. L'inflation des produits énergétiques a augmenté, passant de 31,9% à 34,0%, tirée par l'augmentation du prix des produits combustibles notamment le charbon ménager et le bois de chauffage. L'inflation hors alimentaire et hors énergie a diminué, passant de 15,6 à 13,8%.

Graphique 20 : Inflation par principales composantes (en %)



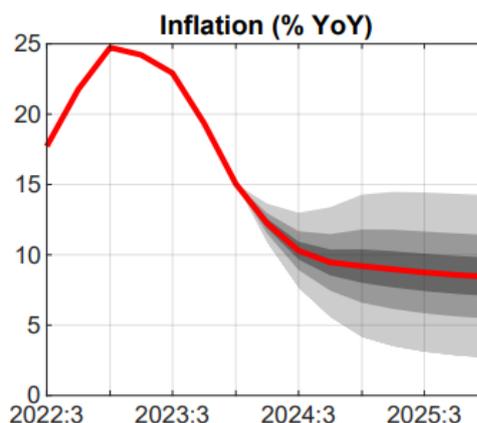
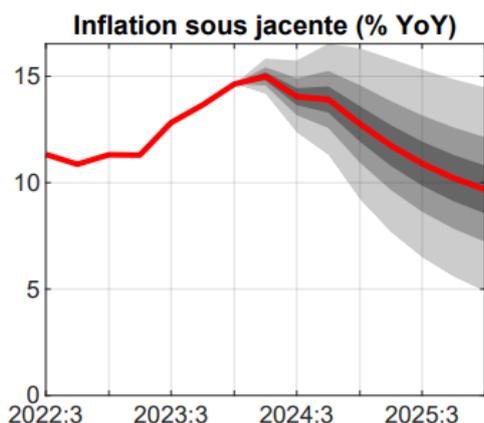
Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

2.6.2. Perspectives sur l'inflation

Les prévisions d'inflation au premier trimestre 2024 étaient de 15,2% tandis que les réalisations ont été de 16,5%. Cet écart est dû aux fortes pressions sur le marché de change.

Les prévisions d'inflation pour le deuxième trimestre 2024 montrent que bien que le niveau des prix resterait élevé, l'inflation continuerait à baisser pour s'établir à 12,2% et se rapprocherait de l'objectif d'inflation de 8% au deuxième trimestre de 2025. Cette baisse serait attribuable à une diminution de l'inflation alimentaire et énergétique, qui s'établirait à 8,6% et 17,8% respectivement, sous l'hypothèse d'une demande modérée et d'une pression moins forte des prix extérieurs.

Cependant, l'hypothèse de retour à l'objectif de l'inflation reste sujette à des risques importants notamment les conflits géopolitiques qui pourraient s'accroître, les tensions sur les prix internationaux des matières premières et énergétiques, les perturbations des chaînes d'approvisionnement, le durcissement des conditions de financement à l'international, les pressions sur le taux de change et les aléas climatiques.



MESURES DE POLITIQUE MONÉTAIRE

Dans un contexte national marqué par une faible croissance économique et des perspectives économiques qui restent sujettes aux chocs internes et externes, la BRB reste engagée à poursuivre la mise en œuvre des réformes de politique monétaire et de change visant la stabilité des prix.

Au cours du trimestre précédent, la BRB a mené une politique monétaire restrictive en augmentant le taux directeur de 10% à 12% en vue de ramener l'inflation à son objectif de 8% à moyen terme. Par conséquent, l'inflation a baissé, se situant, en moyenne trimestrielle, à 16,5 contre 22,3% au trimestre précédent. Les prévisions montrent qu'elle va garder la tendance baissière pour s'établir à 12,2% au deuxième trimestre 2024.

Dans les perspectives, les actions prévues par la Banque Centrale sont :

- Maintenir le taux directeur à 12% dans la continuité de la politique monétaire restrictive, tout en gardant les refinancements en faveur du secteur agro-pastoral ;
- Maintenir la période de constitution des réserves obligatoires à 15 jours à partir de la période de référence telle que stipulée dans la circulaire d'application ;
- Maintenir une communication transparente avec tous les acteurs économiques pour assurer la réussite des réformes en cours.

Annexe1 : PIB par branche en Mrds de BIF (au prix de 2005)

	2019	2020	2021	2022	2023(P)	2024(P)
Secteur primaire	2,8	0,4	4,7	-1,5	1,5	4,3
- Agriculture vivrière	5,0	0,8	5,3	-1,7	1,5	4,0
- Agriculture d'exportation	-18,4	18,3	-14,1	7,5	0,7	12,1
- Café	-60,0	94,9	-61,9	46,1	-30,0	50,0
- Thé	9,0	-0,1	1,6	0,6	5,0	6,0
- Autres cultures d'exportation	-37,8	40,0	9,5	14,0	14,0	14,3
- Forêt	-2,5	7,0	0,4	2,3	3,0	4,0
- Elevage	-11,9	-22,7	15,1	-8,0	2,0	5,0
- Pêche	-2,5	7,0	1,9	2,8	3,0	4,0
Secteur secondaire	1,1	11,3	2,1	2,7	4,7	5,8
- Extraction	2,1	-0,9	1,2	-24,7	2,0	5,0
- Industries	0,5	5,0	-0,1	-0,1	2,1	3,1
- Industries agroalimentaires	0,6	4,3	0,5	2,1	2,2	2,7
- Industries Manufacturières	0,4	7,5	-2,5	-8,5	1,5	4,7
- Industries textiles	-8,4	11,4	0,6	-10,2	1,5	3,0
- Autres industries manufacturières	2,2	6,8	-3,1	-8,2	1,5	5,0
- Electricité, gaz et eau	-2,5	-5,8	11,7	12,0	10,0	11,5
- Construction	3,0	30,4	6,0	9,7	9,0	9,9
Secteur tertiaire	7,2	-3,4	2,5	3,2	2,7	3,5
- Commerce	3,9	-5,5	2,2	-9,1	1,5	4,0
- Transport et communication	10,2	-23,6	16,9	0,4	3,4	6,0
- Transports	9,5	-23,6	28,7	-9,2	1,5	6,0
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	10,4	-23,6	12,7	4,2	4,0	6,0
- Banques et Assurances	27,7	-0,4	20,3	9,5	9,5	10,0
- Hébergement, Restaurant et autres services march	4,6	-41,6	6,8	10,0	10,5	11,0
- Administration publique	2,8	4,8	3,2	5,0	5,0	6,0
- Education	3,3	4,8	0,5	3,5	4,0	4,5
- Santé et action sociale	3,4	10,0	6,5	3,5	3,0	5,5
- Activités à caractère collectif ou personnel	3,8	0,4	-8,1	6,0	6,5	7,0
- Services domestiques	3,8	0,4	1,4	6,5	7,0	7,5
- SIFIM	3,8	-7,4	24,4	12,0	20,0	20,0
PIB aux coûts des facteurs	4,7	0,6	3,0	1,6	2,8	4,2
Impôts et Taxes	3,0	-1,7	3,5	2,7	2,8	4,2
PIB aux prix du marché	4,5	0,3	3,1	1,8	2,8	4,2

Source : MFBPE, Modèle MACMOD-BI

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juil-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,4	10,6	2,2
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept-21	10,5	13,7	7,1
oct-21	9,9	11,6	8,0
nov-21	8,7	8,3	9,2
déc-21	10,0	9,6	10,5
janv-22	12,3	14,5	10,0
févr-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,9	15,1	10,4
avr-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,2	13,5
juil-22	19,0	24,6	12,8
août-22	19,6	24,4	14,2
sept-22	20,9	26,6	14,5
oct-22	22,1	29,7	13,7
nov-22	26,8	40,1	12,2
déc-22	26,6	39,4	12,5
janv-23	28,6	41,6	13,6
févr-23	28,0	40,9	12,6
mars-23	32,6	48,9	13,2
avr-23	32,6	48,5	13,5
mai-23	28,9	43,5	11,7
juin-23	27,1	39,7	12,1
juil-23	26,1	35,9	13,9
août-23	28,8	39,3	16,0
sept-23	26,8	35,1	17,1
oct-23	26,6	34,4	16,8
nov-23	20,4	23,0	16,7
déc-23	20,1	22,4	16,9
janv-24	17,6	17,7	17,5
févr-24	17,8	17,4	18,2
mars-24	14,0	12,4	16,8

Source : BRB

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 563,17	102 165,58	114 803,17	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	22 169,26	126 531,06	121 435,57	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	23 282,14	128 431,66	130 554,89	-2 123,23
juil-20	80 468,49	31 237,30	111 705,79	131 731,09	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	284 634,07	-161 116,42
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 916,34	184 341,45	136 841,94	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 067,93	-20 704,31
juin-22	155 595,91	67 110,36	222 706,27	344 003,99	-121 297,73
juil-22	121 089,91	16 263,36	137 353,27	182 726,97	-45 373,70
août-22	129 752,42	12 383,16	142 135,59	186 380,48	-44 244,89
sept-22	136 420,92	24 811,36	161 232,28	158 390,14	2 842,14
oct-22	136 166,72	12 110,99	148 277,70	131 079,93	17 197,77
nov-22	99 430,03	47 985,68	147 415,72	174 450,98	-27 035,27
déc-22	137 175,25	26 224,00	163 399,25	156 224,81	7 174,44
janv-23	114 451,27	13 738,91	128 190,18	202 758,53	-74 568,35
févr-23	97 932,94	5 867,13	103 800,07	115 532,16	-11 732,09
mars-23	186 630,44	37 242,79	223 873,23	264 344,73	-40 471,49
avr-23	158 438,89	28 228,07	186 666,96	173 691,70	12 975,26
mai-23	136 425,46	12 997,05	149 422,51	249 484,00	-100 061,49
juin-23	263 074,67	43 299,80	306 374,47	362 402,94	-56 028,46
juil-23	126 976,82	12 657,70	139 634,52	170 115,45	-30 480,93
août-23	150 480,88	11 295,91	161 776,78	226 881,03	-65 104,25
sept-23	189 663,97	19 126,88	208 790,85	330 766,49	-121 975,64
oct-23	169 855,14	57 391,01	227 246,15	196 768,34	30 477,81
nov-23	159 686,28	107 355,93	267 042,20	281 794,94	-14 752,74
déc-23	187 212,99	24 386,26	211 599,24	331 347,27	-119 748,03
janv-24	169 515,95	32 265,50	201 781,46	207 803,56	-6 022,10
févr-24	158 364,80	8 043,05	166 407,85	145 520,08	20 887,77
mars-24	197 064,81	153 895,30	350 960,11	343 527,31	7 432,81

Source : BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total dett int		
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 057 321,9	3 946 638,4
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 061 414,4	3 984 880,1
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 072 236,6	4 016 866,2
juin-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 297 169,0	4 515 262,4
févr-22	1 075 694,8	2 046 154,0	107 806,2	3 229 655,0	1 327 325,3	4 556 980,3
mars-22	1 051 289,6	2 040 766,5	100 546,2	3 192 602,3	1 324 238,3	4 516 840,6
avr-22	1 051 289,6	2 033 104,8	106 290,5	3 190 684,9	1 319 916,4	4 510 601,3
mai-22	1 051 289,6	2 006 370,8	97 019,7	3 154 680,1	1 308 324,7	4 463 004,8
juin-22	1 389 125,3	1 977 691,7	94 971,8	3 461 788,8	1 317 597,4	4 779 386,2
juil-22	1 720 207,2	1 964 617,7	93 880,7	3 778 705,6	1 308 525,4	5 087 231,0
août-22	1 705 644,1	1 970 857,1	91 150,4	3 767 651,6	1 312 419,6	5 080 071,2
sept-22	1 770 710,6	2 030 569,9	81 208,1	3 882 488,6	1 304 967,0	5 187 455,6
oct-22	1 715 463,7	2 042 557,0	81 022,7	3 839 043,4	1 301 680,1	5 140 723,5
nov-22	1 728 928,5	2 086 731,7	86 862,9	3 902 523,1	1 313 439,9	5 215 963,0
déc-22	1 731 217,0	2 185 496,9	88 568,0	4 005 281,9	1 334 152,7	5 339 434,6
janv-23	1 727 790,4	2 260 148,1	82 533,1	4 070 471,6	1 349 417,7	5 419 889,3
févr-23	1 726 427,9	2 284 962,7	125 109,4	4 136 500,0	1 342 169,0	5 478 669,0
mars-23	1 728 393,9	2 292 403,5	126 255,3	4 147 052,7	1 330 300,743	5 477 353,4
avr-23	1 688 554,3	2 264 816,0	128 434,0	4 081 804,3	1 336 580,3	5 418 384,6
mai-23	1 682 953,7	2 195 145,7	150 127,2	4 028 226,6	1 736 472,5	5 764 699,1
juin-23	1 866 022,1	2 207 955,5	148 565,2	4 222 542,8	1 811 986,5	6 034 529,3
juil-23	1 864 453,7	2 200 478,2	150 738,4	4 215 670,3	1 823 515,5	6 039 185,8
août-23	1 927 524,0	2 203 955,1	143 576,2	4 275 055,3	1 811 839,7	6 086 895,0
sept-23	2 046 413,7	2 194 998,3	113 838,8	4 355 250,8	1 805 746,8	6 160 997,6
oct-23	1 971 570,7	2 311 689,5	139 371,4	4 422 631,6	1 821 461,4	6 244 093,0
nov-23	1 902 461,3	2 314 813,6	142 314,4	4 359 589,3	1 827 876,2	6 187 465,5
déc-23	2 004 680,5	2 284 995,2	146 156,7	4 435 832,4	1 833 186,6	6 269 019,0
janv-24	1 911 226,9	2 321 768,8	151 014,4	4 384 010,1	1 838 990,9	6 223 001,0
févr-24	1 918 479,5	2 348 652,2	145 008,7	4 412 140,4	1 837 740,4	6 249 880,8
mars-24	1 908 715,3	2 365 385,7	147 348,7	4 421 449,7	1 844 756,4	6 266 206,1

Source : BRB

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves des banques	Interventions de la Banque Centrale
oct-21	132 806	388 070
nov-21	121 764	418 070
déc-21	129 044	485 559
janv-22	160 574	510 364
févr-22	232 936	434 483
mars-22	176 759	467 012
Avril-22	142 012	502 216
Mai-22	151 788	495 567
Juin-22	218 855	529 976
Juillet-22	268 470	558 653
Août-22	471 098	577 467
sept-22	482 703	596 238
oct-22	479 620	601 490
nov-22	502 335	588 164
déc-22	362 212	523 859
janv-23	317 082	530 213
févr-23	322 095	525 583
mars-23	283 037	469 096
avr-23	240 259	475 915
mai-23	228 574	483 536
juin-23	418 977	526 814
juil-23	288 775	502 000
août-23	254 672	541 749
sept-23	298 019	566 486
oct-23	312 928	606 989
nov-23	310 841	598 530
déc-23	339 713	609 298
janv-24	289 602	573 025
févr-24	257 499	582 815
mars-24	302 589	590 292

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
janv-22	5,30	6,95	3,20	3,95
févr-22	5,73	6,92	3,28	3,92
mars-22	5,71	6,85	3,91	3,85
Avril-22	6,03	6,94	3,68	3,94
Mai-22	5,96	6,96	4,45	3,96
Juin-22	6,11	6,95	4,46	3,95
Juillet-22	6,21	6,95	2,00	3,95
Août-22	5,64	6,95	2,00	3,95
22-sept	3,66	6,73	2,00	3,73
oct-22	3,50	5,93	2,00	2,93
nov-22	3,15	5,61	2,00	2,61
déc-22	2,52	5,00	2,00	2,00
janv-23	2,83	5,41	2,00	2,41
févr-23	2,30	6,85	2,00	3,85
mars-23	2,15	7,54	2,00	4,54
avr-23	2,87	7,63	2,00	4,63
mai-23	3,06	7,75	2,00	4,75
juin-23	3,53	7,49	2,00	4,49
juil-23	4,98	10,83	2,00	4,86
août-23	5,83	12,00	2,00	4,50
sept-23	6,11	12,00	2,00	4,99
oct-23	5,84	12,00	2,00	5,67
nov-23	6,45	12,00	2,00	5,20
déc-23	7,02	12,00	2,00	5,62
janv-24	7,44	12,00	2,00	5,73
févr-24	7,90	12,00	2,00	-
mars-24	8,76	13,66	2,00	7,12

Source : BRB

Annexe 7 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en MBIF)

	31/03/2023	31/03/2024	Variation en %
I. EMPLOIS	6 580 376,1	8 183 262,2	24,4
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	5 549 435,0	6 807 025,7	22,7
A. Actifs Liquides	2 600 835,9	2 947 125,3	13,3
Caisse	83 447,4	120 046,2	43,9
B.R.B.	290 426,3	436 554,7	50,3
Avoirs auprès des banques et assimilés	135 085,3	225 576,7	67,0
Prêts à l'Etat	2 091 876,9	2 164 947,8	3,5
Bons, Obligations du Trésor	1 876 795,5	1 922 760,4	2,4
Autres Titres	215 081,4	242 187,4	12,6
B. Crédits	2 948 599,1	3 859 900,3	30,9
Court terme	1 099 010,3	1 494 942,4	36,0
Moyen terme	607 721,7	1 051 361,0	73,0
Long terme	1 241 867,1	1 313 596,9	5,8
Crédits bail	0,0	0,0	0,0
I.2. Actif Immobilisé	342 573,3	399 676,3	16,7
I.3. Autres emplois	688 367,8	976 560,2	41,9
II. RESSOURCES	6 580 376,1	8 183 262,2	24,4
II.1. Principales ressources	5 148 271,8	6 428 528,2	24,9
Clientèle	4 020 214,9	4 694 376,5	16,8
dont 10 grands dépôts des banques	1 740 336,9	1 796 292,5	3,2
Refinancement auprès B.R.B.	471 945,5	604 220,7	28,0
Dettes envers banques et assimilés	656 111,4	1 129 931,0	72,2
II.2. Capital et réserves	671 891,3	829 601,0	23,5
II.3. Autres ressources	760 213,0	925 133,0	21,7
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE			
Adéquation des fonds propres			
Fonds propres de base nets (en MBIF)	740 696,9	867 597,9	17,1
Fonds propres (en MBIF)	805 554,8	937 882,5	16,4
Risques pondérés	3 519 088,4	4 437 040,1	26,1
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	21,0	19,6	
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	22,9	21,1	
Ratio de levier (norme 5%)	11,3	10,6	
Concentration du portefeuille crédits			
Grands risques	1 155 381,6	1 462 787,1	26,6
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	39,2	37,9	0,0
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	44,8	47,2	0,0
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	31,8	26,5	0,0
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	282,4	249,5	0,0
Qualité du portefeuille crédits			
Impayés	280 259,1	463 025,1	65,2
Créances à surveiller	208 381,5	324 962,6	55,9
Créances Non performantes	71 877,6	138 062,5	92,1
Créances pré douteuses	20 914,1	44 376,8	112,2
Créances douteuses	23 225,3	37 440,9	61,2
Créances compromises	27 738,2	56 244,8	102,8
Dépréciations	35 959,3	74 877,0	108,2
Taux des prêts non performants	2,4	3,6	0,0
Taux d'impayés	9,5	12,0	0,0
Taux de provisionnement	50,0	54,2	0,0
Liquidité			
Coefficient de liquidité en BIF	166,3	185,3	0,0
Coefficient de liquidité en devises	136,1	494,7	0,0
Total crédits/total dépôts (en %)	73,3	82,2	0,0
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (91,6	103,2	0,0
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	43,3	38,3	0,0
Rentabilité et performance			
Résultat avant impôt	50 137,8	57 962,1	15,6
Résultat net de l'exercice	38 593,0	48 898,8	26,7
Produit Net Bancaire	105 931,7	133 195,8	25,7
ROA	0,6	0,6	
ROE	4,8	5,2	

Source : BRB